

# Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F  
« programme communiste »  
1 an, pli ouvert : 40 F  
1 an, pli fermé : 60 F

14<sup>e</sup> ANNEE — N° 239  
LE NUMERO : 2 FF  
25 FB - 1 FS  
du 12 au 25 mars 1977

## Ou lutte électorale Ou lutte de classe !

Décidément, la démocratie bourgeoise fonctionne à merveille. Au moment même où la classe ouvrière doit faire face à une grande offensive contre le salaire

et l'emploi, les élections tombent à point pour faire croire qu'elle peut y répondre par un bulletin en faveur de la gauche.

Le fait que le seul résultat du scrutin, à l'échelle nationale, soit simplement de « mesurer ses forces » pour 78 est vraiment providentiel : si la gauche progresse, la conclusion sera qu'on doit encore plus se passer de lutter car on est sur le bon chemin ; si elle recule, la lutte de classe est d'autant plus à exclure qu'il ne faut pas effrayer la sacro-sainte opinion publique, cette nouvelle divinité impénétrable, tour à tour et de façon imprévisible marâtre et dispensatrice de tous les bienfaits.

Mieux, la simple perspective de l'éventualité d'un changement de gouvernement dans un an, qu'il faudrait préparer aujourd'hui avec un maximum de sérieux dans l'accomplissement du devoir électoral, éclipse le fait que ce futur gouvernement se propose comme but non d'organiser la riposte à la bourgeoisie — et comment le pourrait-il sans toucher à l'Etat ? —, mais de faire mieux que le gouvernement actuel, d'obtenir de la classe ouvrière le

consensus nécessaire pour les sacrifices exigés par la restructuration de notre chère économie nationale, le redéploiement de nos chères exportations et le renforcement de notre chère monnaie, sans oublier naturellement la modernisation de notre potentiel militaire national...

L'enjeu réel des élections au Parlement, disait Marx, est de décider quels représentants de la bourgeoisie iront fouler aux pieds les intérêts des ouvriers. Mais quel est l'enjeu réel des élections municipales, symbolisées par celles de Paris, où tous les grands ténors de la politique officielle montent sur les planches ?

L'opportunisme, grand pourfendeur d'« hommes de la réaction », se garde bien d'expliquer le fond des querelles entre cliques. Il se garde bien d'éclairer les prolétaires sur la tentative du clan Giscard-d'Ornano d'entamer la mainmise des notables gaullistes sur les sociétés nées pour s'abreuver des flots de profits activement pompés par le Conseil municipal,

### DANS CE NUMERO :

- Elections municipales (p. 1 et 2)
- L'abstentionnisme électoral des communistes (thèses de la Gauche au II<sup>e</sup> Congrès de l'IC - Moscou 1920)
- Les tâches du journal communiste (p. 7)
- Dans les cinq continents (p. 3 et 8) : Angola, Etats-Unis, Oppositions à l'Est
- Luites ouvrières, syndicats, correspondances et interventions (p. 4 et 5)

pal, pour bénéficier encore plus de l'immense course à la spéculation immobilière qui sévit depuis quinze ans. Enfoncé Haussmann, qui avait livré Paris à la pelle et à la pioche pour submerger le Paris ouvrier sous le Paris du tourisme et du luxe et le

(suite page 2)

### Les points sur les i du national-communisme

Marchais l'a fermement rappelé : « Si l'on veut nous faire dire par eurocommunisme qu'il s'agit de créer un nouveau Centre international communiste, alors nous répondons catégoriquement : l'Internationale Communiste a fait son temps. Nous n'en sommes pas sortis pour entrer dans une autre, même si elle avait le label « régional » (Le Monde du 5/3).

Quels beaux jours vit notre opportunisme qui a réussi à se débarrasser de la contradiction dans laquelle l'avait fait tomber le stalinisme, entre la soumission aux intérêts de sa bourgeoisie et la soumission à ceux de l'Etat russe sous couleur d'« internationalisme prolétarien » ! Désormais plus aucune discipline internationale n'est acceptable, même pas à l'échelle d'un eurocommunisme latin à trois !

Mais à vrai dire, cette condamnation de la « discipline internationale » est surtout à usage ouvrier. Cela signifie : surtout, prolétaires, ne vous unissez pas pardessus les frontières ! Vous n'avez que des intérêts nationaux, d'entreprise, voire de catégorie !

En effet, étant donné que les différentes bourgeoisies d'Europe ont déjà depuis longtemps confié leur sort à l'Amérique, même au prix de quelques marchandages que signifie la réalité de l'eurocommunisme sinon la soumission par le biais de l'aplatissement devant les gendarmes respectifs dans la diversité des voies nationales, à la discipline internationale du gendarme en chef ?...

### REUNION DE LECTEURS A TOULOUSE

Vendredi 18 mars, 21 heures, Cité de l'Arsenal, Bât. C.

### Révolution et contre-révolution en Russie

## Austérité à la portugaise...

Au Portugal, d'après Le Monde du 1<sup>er</sup> février, le chômage touche actuellement environ 500 000 personnes, soit 14 % de la population active estimée à 3 600 000 travailleurs (mais The Economist du 5 mars parle de 25 % de chômeurs !). Le salaire minimum est de 600 F par mois pour les ouvriers agricoles et de 750 F par mois pour tous les autres travailleurs, sauf pour les employés de maison qui, eux, ne bénéficient pas encore du minimum national. Le gouvernement « socialiste » de M. Soares vient de fixer à 15 % l'augmentation des salaires en 1977 alors que le coût de la vie a augmenté de 30 % en 1976 et que les salaires n'ont pas bougé depuis longtemps. Mais cette politique d'austérité ne suffit pas pour remettre à flot l'économie portugaise. Le déficit de la balance des paiements est passé de 16 milliards d'escudos en 1974 à 25 milliards en 1975 et à 35 milliards en 1976. Le gouvernement a dévalué ces jours-ci l'escudo de 15 %, sous la pression du Fonds Monétaire International qui réclamait une dévaluation de 25 % et il a annoncé que de nouvelles mesures d'austérité allaient être prises. Toute une série de produits de première nécessité vont augmenter. En revanche les actionnaires des entreprises nationalisées, ainsi que les étrangers dont les biens ont été expropriés, seront indemnisés (Le Monde du 27 février). Mais différentes catégories (suite page 3)

### ENTRE L'IMPUISSANCE ET LA DEMAGOGIE

## L'opportunisme municipal à l'œuvre

Les partis de l'Union de la Gauche offrent par exemple aux Parisiens un « contrat municipal ». Ils s'y proposent de soustraire la capitale française à « la domination des banques », de la défendre contre « les empiètements du pouvoir central », et enfin d'assurer à tous « une vie plus heureuse ». Mais ces objectifs, ajoutent-ils, ne sont vraiment accessibles que si le programme commun de gouvernement est appliqué sur le plan national, ce qui ne les empêche pas de proposer des mesures immédiates qu'ils jurent d'appliquer s'ils triomphent les 13 et 20 mars prochains. Qu'en est-il ?

Le catalogue électoral du PC et du PS propose des mesures en faveur des familles, des femmes, des jeunes, des vieillards, des chômeurs, des mal-logés ou expulsés. Notons d'abord que les immigrés sont complètement passés sous silence. Il est vrai qu'ils ne votent pas. On les oublie moins à « gauche » quand il s'agit de proposer des quotas d'immigration !

Quant aux autres prolétaires, peuvent-ils espérer un soulagement réel de l'application des nombreuses mesures avancées ? Dans les domaines-clé du logement et de l'emploi, les propositions vont de la mise en chantier de nouvelles HLM à l'octroi d'une carte de transport gratuit aux chômeurs et à l'augmentation de l'allocation que leur verse la Ville de Paris. Mais comment croire que ceux-là mêmes qui ont ignoré, saboté, voire dénoncé des actions de squatters ou d'expul-

sés (comme récemment encore, rue Losserand) et se sont opposés à toutes les tentatives d'unification et de défense des chômeurs, vont véritablement faire un effort particulier en faveur des uns et des autres ?

Les manifestations-bidon et les pétitions démocratiques inefficaces sont une face d'une politique dont l'autre est, dans les mairies que l'opportunisme « détient », l'entretien d'une clientèle qui se compose de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière, et les astuces gestionnaires des « municipalités arbitres » entre les patrons et les ouvriers, l'Etat et les particuliers, comme l'expliquent les maires du PCF.

C'est pourquoi les rodomontades anti-centralistes ne peuvent cacher l'impuissance réelle face à l'Etat et au Capital, dont les élus municipaux du PCF (sans parler des Defferre et autres Mauroy qui eux ne prennent même pas la peine de déguiser leur nature réelle de gestionnaires bourgeois) utilisent les lois sans jamais les attaquer de front. Comment le pourraient-ils ? Et s'ils affirment que leur politique municipale doit être replacée dans le cadre national, ce n'est certainement pas pour tenter à ce niveau de mener une action révolutionnaire, mais parce que la commune ne donne qu'une ampleur limitée à leur gradualisme, qui a précisément besoin de l'Etat (loin de chercher à le combattre) pour s'exprimer complètement.

Les mesures les plus immédiates que l'opportunisme avance pour soulager la vie des

prolétaires sont donc ainsi irréalisables parce qu'elles supposent une attitude de lutte et de rupture qu'il n'envisage même pas, ou de la pure démagogie mensongère. En fait, c'est l'un et l'autre.

Comment, par exemple, sans toucher plus généralement à la propriété, réaliser le projet d'affecter « aux mal-logés de la capitale des logements vacants depuis plus de six mois, appartenant aux grandes sociétés immobilières, aux banques, aux compagnies d'assurances et au domaine privé de la Ville de Paris » ? De même Fiszbin proclame à qui veut l'entendre qu'il faut « réviser les accords qui lient la ville aux banques », comme si les rapports qu'entretient l'appareil complexe de l'Etat bourgeois à tous les niveaux avec « les banques et les grandes puissances financières » prenaient la forme de « contrats » : les « liaisons et passe-droits » que le PCF dénonce dans sa campagne sont le tissu même, légal et illégal, de la domination de classe de la bourgeoisie, qu'une gestion gouvernementale, a fortiori municipale, ne peut ni détruire ni même sérieusement entamer. Seule une lutte large, décidée, coordonnée, de larges masses sous la direction du Parti de classe est capable à la fois de lutter de front contre l'Etat et de soulager réellement le prolétariat. Mais loin de souhaiter cette lutte et de la préparer, le PCF la refuse et s'y oppose.

Reste alors le tout-venant des proclamations démocratiques (« démocratiser les so- (suite page 2)

## De plus en plus de réalisme

Le *Matin de Paris* — le nouveau quotidien du matin, l'envers de *France-Soir*, qui se fixe comme tâche de « donner chaque jour à chacun le courage de se battre et le goût du bonheur » — a publié dans son premier numéro — à tout seigneur tout honneur — un éditorial de P. Mendès-France dans lequel le pape du socialisme à la française apporte sa contribution à l'opération vérité qui accompagne la marche de la gauche vers la victoire. « Si, comme tout l'annonce, le pays l'investit en 1978 de la rude tâche du redressement, écrit Mendès-France, la gauche doit se préparer à la rude épreuve du pouvoir. Elle doit s'interdire les attitudes purement verbales, ou électorales, ou démagogiques qui risquent de provoquer bientôt des échecs et des déceptions. Parce qu'elle est plus proche du pouvoir, la gauche doit être plus responsable que jamais. Elle doit se garder d'une générosité idéaliste qui serait condamnée à rester vaine si elle cédait à la facilité, au simplisme.

Pour conquérir le pouvoir, pour mieux affirmer la grandeur de son dessein, la gauche peut être tentée, par moments, de promettre une société renouvelée aussitôt ; son impatience de donner très vite, à tous, et d'abord aux plus défavorisés, ce que réclame la justice et la sensibilité ne doit cependant pas l'aveugler, ne doit pas hypothéquer son action future. Parce qu'après la conquête il y aura l'exercice du pouvoir.

[...] La gauche ne doit promettre que ce qu'elle pourra tenir. [...] Seule cette cohérence entre promesses faites et promesses tenues justifiera et maintiendra la foi populaire. L'opinion est prête, quoi qu'on dise, à entendre le langage de la vérité et de la rigueur, si ce langage soutient des choix politiques clairs, précis, et, s'il le faut, courageux. Ce langage est, aujourd'hui, celui de la démocratie et du socialisme. Ceux qui gouvernent depuis si longtemps sont volontiers velléitaires. Pas nous.

M. Mendès-France sait de quoi il parle. Il est orfèvre en matière de gestion du capitalisme. Mais rien ne dit que le langage de la « démocratie » et du « socialisme » obtiendra toujours des travailleurs plus de sacrifices que ne leur en impose la droite.

## Ou lutte électorale ou lutte de classe !

quadriller de grandes avenues propices au déplacement des canons ! L'ère gaulliste et surtout pompidolienne fait bien mieux : elle vide carrément Paris de sa population ouvrière pour entourer les institutions de la République d'une ceinture d'opulence et d'affairisme, écrasant de son insolence luxueuse les banlieues sinistres où, pourtant, on se dispute encore pour repousser le plus loin possible les concentrations ouvrières, et surtout celles d'ouvriers immigrés.

Sur ce point, tout le monde est d'accord : le fin du fin de l'urbanisme moderne est de définir le « seuil de tolérance » de la population « immigrée » et, derrière elle, de la population ouvrière. L'enjeu réel de la conquête des municipalités reste donc dans toutes les villes la manne financière et immobilière. Ce qu'on demande en fin de compte à la classe ouvrière, c'est de décider si le prochain scandale immobilier sera un nouveau trou des Halles ou un nouvel abattoir de la Villette, de décider qui sera éclaboussé par le prochain scandale financier, d'une municipalité de droite ou de gauche.

Merveille de la démocratie, capable de changer ces querelles sordides, méprisables, dont se nourrit le quotidien d'une société vivant de la richesse produite par la classe qui n'a rien, ne possède rien, en batailles d'idées, en apothéoses de savoir-vivre démocratique entre les classes, d'autant plus grandiloquentes que les intérêts en jeu sont plus mesquins, plus locaux et plus antiprolétariens.

Tout cela serait-il possible sans l'intervention décisive des partis

« ouvriers » qui braquent les yeux de la classe ouvrière vers les élections depuis de longs mois ? Et que peut valoir la dénonciation que fait notre extrême gauche de l'enjeu réel des querelles qui font la trame des disputes électorales, et de la fonction anti-prolétarienne de l'opportunisme dans tout cela, si elle insiste sur le besoin pour les travailleurs de « battre la droite » et de voter pour la gauche au second tour ?

Merveille de la démocratie municipale qui tient à l'illusion perpétuée par l'opportunisme que l'on peut contrôler les instances locales et apporter grâce à elles quelque chose à la lutte prolétarienne, pourvu qu'on marche la main dans la main avec les municipalités contre l'Etat central.

L'extrême gauche électorale dénonce-t-elle au moins ce que l'opportunisme appelle l'« intérêt des municipalités de gauche pour les travailleurs » et qui se réduit en réalité aux miettes distribuées (en logements, emplois précaires et souvent sous-payés, en passe-droits divers...) aux clientèles électorales, politiques et syndicales ?

Ce dont a besoin la classe ouvrière, sans parler ici du fait que son émancipation ne passe pas par les institutions représentatives bourgeoises, c'est de réapprendre dans la lutte que le moyen réel pour assurer une véritable défense de ses conditions de vie, de travail et d'organisation, c'est la lutte ouverte et directe contre l'Etat, y compris contre ses organisations locales. Et ceci est tout aussi vrai pour tout ce qui touche à la vie quotidienne, au loge-

ment, aux transports, etc., qui sont au centre des questions agitées pendant la campagne électorale municipale : l'expérience montre qu'une action véritablement utile au prolétariat et à sa lutte sur ce terrain est très difficile sans de puissantes organisations de classe, capables d'entraîner derrière elles des organisations plus précaires, ou plus floues parce que regroupant aussi des couches non prolétariennes et donc plus susceptibles de tirer en arrière la lutte prolétarienne dans le marais interclassiste et réformiste.

Au moment où le besoin de cette lutte de classe est particulièrement urgent, laisser la moindre illusion sur la possibilité d'utiliser les municipalités pour favoriser une lutte prolétarienne sans dire que ces dernières sont entièrement à la botte de l'Etat, et en oubliant que l'opportunisme veut précisément remplacer la lutte de classe par la compétition municipale, c'est se tromper du tout au tout et désarmer les prolétaires, même sur le terrain de la lutte immédiate, sur lequel on confine par ailleurs la justification de la participation aux élections, sous prétexte de « concret » et de « pédagogie ».

Le prolétariat n'a rien aujourd'hui. On pourrait penser qu'il n'a rien à perdre. Ce serait une erreur. En le confortant dans l'illusion que la voie électorale lui apporte quelque chose, on peut lui faire perdre les possibilités d'avancer vers la lutte de classe et de faire de cette dernière un terrain de préparation révolutionnaire.

Ou lutte électorale ou lutte de classe !

## Flashes sur les élections municipales

### ● L'opportunisme municipal à l'œuvre

(suite de la page 1)

ciétés d'économie mixte, les HLM, l'Assistance Publique et la RATP) et moralisantes (lutte contre le « gaspillage »), qui nous promettent un Hôtel de Ville « maison de verre » dans l'intérêt de toute la population sans distinction. Attaché à ne pas se laisser distancer par son « allié » le PS dans l'Union de la Gauche, le PCF ne souhaite pas cacher que leur programme électoral falot, à Paris comme ailleurs, est le garant d'une gestion « honnête » en faveur de l'intérêt national bien compris, vrai remède à tous les maux. Votez pour nous, lance l'opportunisme municipal, tout ira mieux et de toute façon nous ne changerons rien. Qu'on se le dise.

### ● Gauche, écologistes extrême gauche

« Pour le deuxième tour, à la différence des écologistes, l'extrême gauche ne réserve pas de mauvaise surprise aux candidats de la gauche unie », remarque le *Matin de Paris* dès son premier numéro.

Il est vrai que l'écologie apolitique est manœuvrable à souhait par n'importe quelle force politique — du moment qu'elle sait flatter le côté individualiste et donc anti-prolétarien du petit-bourgeois — et donne des soucis à toutes les forces politiques : c'est au point que chacun ajoute un arbre sur ses affiches électorales, et le PCF arrive, selon son habitude de conciliation, à faire la synthèse de tous les clichés dans l'arbre de la liberté, tricolore et pleurnichard.

Notre extrême gauche, au contraire, sans parler du PSU, permet non seulement, en

promettant de voter pour la gauche au second tour, de prendre des airs révolutionnaires tout en ne changeant rien à rien, mais encore sert, par l'intermédiaire de Rouge par exemple, d'instrument de recyclage des écologistes pour le compte de la gauche : « en faisant élire Chirac comme maire, de par leur attitude au second tour, les listes « Paris Ecologie » ne manqueraient pas de se discréditer, d'une part auprès de ceux qui les écoutent et, plus généralement, auprès des travailleurs. Ne sont-ce pourtant pas eux les premières victimes du béton, du bruit et de la pollution ? » (Rouge du 3-3-77).

On prétend faire l'éducation révolutionnaire des ouvriers par la participation aux élections municipales, ce qui supposerait de leur montrer la nature, la fonction réelle de toutes les forces qui s'adressent à eux, et en particulier, les écologistes. Et que fait-on ? On donne à ces forces des conseils pour mieux se faire accepter des prolétaires. N'est-ce pas ce qu'on appelle le crétinisme électoral et le mépris des intérêts prolétariens ?

### ● « Combat communiste » : élections quand même !

Le journal *Combat communiste* appelle dans son n° 23 à voter pour les listes de la triple alliance d'extrême gauche. Après s'être revendiqué implicitement du parlementarisme révolutionnaire, il se justifie ainsi : « Quelles que soient les divergences qui séparent notre propre tendance des organisations qui ont constitué ces listes, ces camarades seront les seuls, au cours des prochaines élections, à défendre l'idée que ce scrutin ne constitue qu'une péripétie secondaire, que le changement de notre sort ne dépend pas du bulletin de vote et d'une bonne gestion de gauche de l'Etat bourgeois, mais de nos luttes et de notre organisation autonome contre les exploités capitalistes et les politiciens de droite et de gauche à leur service. »

Ceci est un joli coup de chapeau donné à des gens qui ont malgré tout présenté un véritable « programme municipal », chose qui, « pédagogie » mise à part, s'apparente bien plus à un programme réformiste qu'à

un programme révolutionnaire. Mais surtout c'est complètement passer sous silence ce fait pourtant particulièrement clair que les partis qui forment cette triple alliance connaissent depuis quelques années une évolution selon laquelle le centre de gravité de leur activité se déplace toujours davantage sur le terrain électoral, ce qui, cela va de soi, n'est pas sans apporter une confirmation supplémentaire aux raisons pour lesquelles nous avons renoncé, dans les pays de vieille démocratie, à participer aux élections aux différentes instances de l'appareil de l'Etat.

Mais les sirènes du parlementarisme sont si persuasives que *Combat communiste*, né précisément du rejet par *Lutte ouvrière* de militants peu enclins à supporter sans critique une telle évolution, se révèle incapable de comprendre la cause même de son exclusion de ce groupe et prêche, au fond, la même tactique, en en refusant sans doute les conséquences les plus graves mais en se rendant néanmoins parfaitement incapable de se protéger de ses effets, et, à plus forte raison, de comprendre qu'il y a d'autres manières de participer à la lutte politique en profitant des occasions fournies par la campagne électorale que d'y présenter ou d'y soutenir des candidats...

### ● Grâce au « Concorde »...

Il manquait à la campagne municipale d'être enrichie de quelque « problème d'intérêt général » qui élève sa portée à un niveau national. C'est fait. Et, comme pour confirmer que, dans les vieux Etats bourgeois, la nation ne peut plus se présenter que sous la forme archi-réactionnaire du chauvinisme, c'est le « Concorde » que, dans une touchante unanimité patriotique, tous les partis nous appellent à défendre contre la mauvaise volonté des descendants de Washington oubliant avec tant d'ingratitude notre Lafayette.

C'est naturellement l'opportunisme ouvrier qui se fait le champion de cette campagne « pour l'intérêt commun des peuples américain et français ». Naturellement aussi, outre-Atlantique luttent contre le « Concorde », au nom de la défense de l'emploi des ouvriers autochtones. C'est la seule réciprocité que peut connaître le chauvinisme...

## Dictature libérale ?

La grande leçon que tire Rouge de la dégénérescence de la Russie, c'est le manque de démocratie : pour contenir le déchaînement des forces sociales gigantesques qui ont emporté l'Etat prolétarien, il aurait suffi, figurez-vous, de leur opposer quelques banales règles constitutionnelles !

Et pour demain on promet, au nom du prolétariat, que sous la dictature « les journaux de droite pourront dénoncer le pouvoir soviétique [...] ils pourront à leur guise réclamer le retour des patrons dans les usines et attaquer le nouveau régime [...] mais s'ils font l'apologie de poseurs de bombe en chair et en os, ils seront interdits et leurs collègues officiers mis hors d'état de nuire » (Rouge, n° 281 du 23-2-77).

Nos libéraux new-look auraient-ils oublié que la bourgeoisie utilisera tous les moyens contre nous ? Pas du tout, disent-ils, mais... « seule une minorité révolutionnaire en est convaincue à l'avance ». D'où la conclusion qu'il faut attendre, par exemple, que la bourgeoisie passe à la lutte ouverte contre le prolétariat sous la dictature pour que cette dernière puisse enfreindre les règles sacro-saintes du démocratisme et du libéralisme.

Nous, nous pensions que la dictature instaurée par le prolétariat c'est sa « violence centralisée », son pouvoir « autoritaire » et terroriste qui naît justement des conditions de la guerre civile ouverte où, comme le dit Lénine, le prolétariat ne peut se laisser brider par aucune loi.

Mais votre « dictature », messieurs de Rouge, d'où sort-elle, si seule une « minorité révolutionnaire » est convaincue à l'avance que la classe adverse est notre ennemi à mort ? Certainement pas de l'insurrection et de la guerre civile, assurément, mais plutôt d'une ballade pacifique sur le boulevard (ou plutôt le trottoir) des urnes, ce qui est tout différent.

Voir en page 6 la position de la Gauche communiste face au parlementarisme et aux élections.

# La normalisation bourgeoise en Angola

« Seul le prolétariat peut mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout. » Cette formule, si difficile à digérer, du marxisme classique synthétique de façon lapidaire le bilan historique des forces qui agissent dans le sens de la révolution nationale-démocratique et indique le rôle que doit y jouer le prolétariat.

Loin de signifier, comme le prétendent certains, que toute révolution, même bourgeoise, est désormais impossible si elle n'est pas dirigée par le prolétariat, cette formule enregistre le fait que — pour rappeler les « phases » indiquées par l'Adresse de 1850 — la bourgeoisie puis la petite bourgeoisie radicales s'arrêteront forcément à mi-chemin, avant d'avoir accompli de façon conséquente l'ensemble des tâches de leur révolution. La peur d'être débordées par les forces sociales — en premier lieu le prolétariat — qu'elles ont dû mettre en mouvement pour vaincre l'ancien régime ou pour parvenir à un compromis favorable avec lui les pousse à limiter la portée de la révolution aussi bien sur le plan intérieur, national, que sur le plan international. D'où l'importance pour le prolétariat de prendre le relais de ces classes pour mener à leur terme les tâches démocratiques, aussi bien en se faisant le promoteur des revendications des masses prolétaires et semi-prolétaires des villes et de la campagne, revendications qui tendent à la suppression de toute sorte d'oppression et d'exploitation, qu'en activant la propagation de l'incendie révolutionnaire dans toute l'aire historique de la révolution, dans le but d'y détruire le *statu quo* dont la persistance signifierait un poids insupportable et pour le prolétariat et pour les masses déshéritées qui le suivent.

La révolution anticoloniale en Angola donne une preuve supplémentaire de cette loi historique qui veut que les partis de

la révolution bourgeoise mettent tout en œuvre pour éteindre l'incendie allumé par la lutte nationale-révolutionnaire afin d'empêcher qu'il ne se propage à toute l'aire — dans le cas précis, l'Afrique australe — où il doit historiquement brûler.

Nous ne nous étendrons pas longuement sur ce point. Il suffit de rappeler que le MPLA — au même titre que son homologue du Mozambique, le FRELIMO — a montré, dès qu'il a pris le pouvoir, qu'il voulait la « normalisation » de la situation dans une région bouleversée par l'explosion en chaîne déclenchée précisément par la victoire noire sur le colonialisme portugais. Ainsi, tandis que Samora Machel cherchait un accord avec le garde-chiourme de cette aire, Pretoria, Agostinho Neto parvenait de son côté à un compromis avec cet Etat fantoche de l'impérialisme qu'est le Zaïre. Par cet accord le pantin Mobutu cessait toute aide officielle au FNLA et admettait que le seul « mouvement représentatif du peuple angolais » était le MPLA. En échange, celui-ci s'engageait à empêcher les opposants du boucher katangais, qui s'étaient réfugiés au nord-est de l'Angola, de s'infiltrer au Zaïre pour y mener la lutte armée contre l'impérialisme et son régime fantoche.

C'est le formidable élan des masses angolaises qui poussa le MPLA à abandonner la voie d'une « solution négociée » avec un Portugal dont le caractère foncièrement colonialiste avait été recouvert, après le 25 avril, avec la complicité criminelle des soi-disant « révolutionnaires d'extrême gauche », d'oripeaux socialistes, et ensuite à rompre avec le FNLA et l'UNITA, ces filières de l'impérialisme mondial. Dans les mois critiques qui ont suivi l'indépendance, la magnifique détermination de ces masses a permis au jeune Etat angolais de rompre l'encercllement

de Luanda et de Cabinda et d'éviter ainsi une défaite militaire dont les conséquences auraient été catastrophiques en tout premier lieu pour ces masses mêmes.

Mais au-delà de la haine que leur inspirait le colonisateur blanc et du besoin urgent de se libérer de son joug, les masses angolaises se battaient aussi pour un changement radical de leurs conditions de vie misérables, et lançaient des revendications qui dépassaient largement le timide programme petit bourgeois du MPLA. C'est ainsi que certains de ses mots d'ordre, tels que « résistance populaire généralisée », « produire pour résister », « pouvoir populaire », etc., se sont chargés d'un contenu populaire que le parti d'Agostinho Neto n'avait ni prévu ni voulu. Débordant le cadre du programme du MPLA, les masses ont constitué des comités d'autodéfense qui assumaient l'organisation de l'ensemble des activités, depuis l'organisation de la production et de la distribution jusqu'à celle de la lutte armée.

Pour avoir l'appui des masses le MPLA s'est vu obligé de reprendre, au moins en paroles, les revendications lancées par les bidonvilles en armes. Il s'est donc trouvé dans une situation délicate une fois passé le moment critique de l'encercllement militaire quand les masses, prenant au sérieux les promesses de leurs dirigeants, ont voulu passer des paroles aux actes.

Le Monde, avec ce mélange de cynisme et de paternalisme qui caractérise tout « libéral-impérialiste », décrit ainsi la situation : « Nous payons, aujourd'hui, la démagogie à laquelle nous nous sommes laissés aller dans notre guerre de propagande [sic !!!] contre l'UNITA et le FNLA », nous ont dit et répété les dirigeants angolais. La population, surtout dans les centres urbains, a rêvé d'une

(suite page 7)

## Austérité à la portugaise...

(suite de la page 1)

de travailleurs ont déjà protesté contre la politique gouvernementale. Fin janvier, 25 000 pêcheurs en grève paralysaient 90 % de la flotte de pêche portugaise. Ils réclamaient la réintégration de 10 marins pêcheurs licenciés. 80 000 fonctionnaires ont fait une grève de 24 heures — déclarée illégale — pour réclamer des augmentations de salaire. Dans le sud du pays c'est 30 000 ouvriers du textile qui se sont mis en grève pour les mêmes raisons. Comme dit Le Figaro du 14 février c'est à une véritable vague d'agitation sociale que Soares se trouve confronté pour la première fois depuis qu'il est au gouvernement. Pourtant le même Soares a tout fait pour prévenir et contenir l'agitation. Dans son allocution radiotélévisée du 9 septembre dernier il avait dénoncé l'« absentéisme » des ouvriers, stigmatisé leur « furie revendicative », contesté le « droit à la paresse (!!) », lancé un appel « pour qu'augmente à tout prix » la productivité. Il avait annoncé son programme : « augmenter la production et réduire la consommation, en limitant certains types d'importations (et pas seulement les articles superflus) et en appliquant des mesures d'économie forcée ». Il avait aussi affirmé, en bon socialiste, que « les jours de grève ne doivent pas être payés par les entreprises » au nom « d'un principe qui vient de loin et qui est inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier pour attester de la force morale des travailleurs en lutte » (cf Portugal : La révolution institutionnalisée, PPS, La documentation française, 2 nov. 1976, pp. 41-44). Bref il avait invité le « peuple » portugais à se serrer encore plus la ceinture pour « sauver la démocratie et les conquêtes nées du 25 avril ».

Décidément, d'un bout à l'autre de l'Europe, qu'il soit au pouvoir, dans l'antichambre du pouvoir ou dans l'opposition, l'opportunisme, social-démocrate ou stalinien, tient aux travailleurs le même langage international, celui du capital.

## DANS LE MONDE

Le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung du 23 octobre 1976 reprenait une information parue dans le journal sud-africain Rand Daily Mail sur des ventes d'armes croissantes aux civils sud-africains — il s'agit naturellement des Blancs — à la suite des émeutes qui ont secoué le pays à partir du 25 juin. Ces armes pour la « garde civile » qui soutient l'action de l'Etat dans la lutte contre les rebelles noirs, proviennent de RFA, de France, d'Italie, d'Espagne, du Brésil, de Finlande et des Etats-Unis, mais dans une proportion de 50 % elles proviennent d'URSS et de Tchécoslovaquie, via le port franc de Hambourg.

Bien que les staliniens — et les trotskystes — soient convaincus que l'argent a en URSS un « autre » rôle que dans les autres Etats capitalistes, il est clair qu'il n'a pas plus d'odeur pour les Russes et les Tchèques que pour les impérialistes occidentaux.

Il est plus que temps que le prolétariat de tous les pays fournisseurs d'armes — qu'ils soient impérialistes de l'Est ou de l'Ouest — sabote sous toutes les formes ces livraisons qui servent à la répression de leurs frères de classe et au renforcement de son ennemi !

\*\*\*

« Depuis le début de l'année une série de grèves, les unes d'avertissement, les autres réellement « dures » comme dans les mines, les chantiers navals et quelques grandes industries, déferlent sur la Grèce » (Le Monde du 4 mars). Cette semaine, c'est au tour des enseignants, des employés de l'électricité, de ceux de l'Office des télécommunications, du personnel de la Banque de Grèce de manifester. Pour les mêmes raisons qu'ailleurs : accélération du coût de la vie, chômage, blocage des salaires. Caramanlis, le premier ministre, a déclaré que certaines grèves « étaient fondées sur des revendications justes mais qui ne peuvent être satisfaites sans ébranler l'économie du pays », que d'autres sont « inutiles et absurdes » et que si le gouvernement cédait par démagogie l'inflation augmenterait encore. Comment dit-on plan d'austérité en grec ?

# La reprise économique aux U.S.A.

Les experts américains sont satisfaits : avant même la publication des données économiques pour 1976, ils constatent que le capitalisme des Etats-Unis a réussi à imposer au prolétariat à la fois un recul de son niveau de vie et une augmentation de la productivité.

Outre-Atlantique on ne se gargarise pas de formules sophistiquées, on ne s'abandonne pas, par exemple, aux délices théoriques de la « restructuration » à l'italienne ; mais on obtient les mêmes résultats pratiques. « Le résultat inévitable d'une augmentation importante de la productivité et d'une augmentation modérée des salaires, en période d'expansion, c'est le ralentissement de l'augmentation du coût du travail ». Or, parler du ralentissement de l'augmentation est un euphémisme ; il s'agit en réalité, à cause de l'inflation, d'une diminution des salaires. Les employeurs qui font preuve d'une attitude plus « dure » face aux revendications ouvrières se voient encouragés par les mêmes experts, qui ne cachent pas que cette combativité patronale est un des facteurs importants en faveur de l'expansion.

Le capitalisme américain ne s'embarrasse pas de mots. Ses porte-parole se gardent bien d'évoquer une lointaine « issue à la crise », ils ne répandent pas d'illusions sur un retour à l'âge d'or, mais expliquent qu'au cours d'une période qui ne sera pas brève il ne pourra y avoir de profits que par une politique ouverte de compression de la consommation des masses productives, mettant ainsi en pleine lumière la lutte incessante entre le capital et le travail salarié.

Les capitalistes constatent que jusqu'à maintenant cette lutte tourne à leur avantage, malgré quelques grèves « ennuyeuses » comme celle de l'automobile il y a quelques mois. La période précédente de crise aiguë qui a laissé derrière elle un chômage important joue en leur faveur : « Après des années d'augmentation constante du chômage, nous voilà entrés dans une période où le chômage exerce un réel effet de frein sur le prix du travail ». Très salutaire phénomène, de ce point de vue ! Que se passerait-il si, se résorbant, il en revenait au taux de 5 % (seulement !). Heureusement ce n'est là qu'une perspective abstraite, réalisable seulement si l'économie atteignait un taux de croissance annuel de 6 %, et cela pas avant 1979 en tout cas...

Alors que l'emploi avait atteint son maximum dans la seule industrie manufacturière avec 20 millions et demi de travailleurs à la fin de 1973, dans les premiers mois de 1975 la crise jetait 2,2 millions de chômeurs sur le pavé. Mais le plus beau c'est qu'au moment où l'économie retrouve son niveau d'avant la crise les travailleurs ne sont que 19,4 millions, de sorte qu'on produit autant, sinon davantage, avec un million de travailleurs en moins. Comment s'étonner alors de la chute « significative » du coût du travail au cours des six derniers mois ? Au troisième trimestre 1976, le chômage global a atteint

7,8 % (contre 7,5 au second) : « le nombre de ceux qui perçoivent une allocation de chômage (ils appartiennent au noyau stable de la force de travail régulièrement employée) a de nouveau augmenté ». Donc même l'aristocratie ouvrière est touchée, et aura l'occasion de constater dans les prochains mois l'effritement de ses privilèges. Bien sûr, pour l'expert, c'est un danger « de plus », susceptible d'ébranler les préjugés petits-bourgeois qui tendent à s'enraciner dans les couches supérieures de la classe ouvrière en phase de « bien-être », et en limitent l'horizon à leur « sécurité » personnelle immédiate. Gare à la rupture de ces barrières élevées à l'intérieur même de la classe !

L'augmentation du chômage s'accompagne de toute une série de phénomènes : il croît d'avantage parmi les hommes chefs de famille, parallèlement à l'embauche d'autres travailleurs : « Parmi ces derniers il y a sans aucun doute des femmes, qui ont pris une place beaucoup plus grande dans la masse de la force de travail ». Il ne s'agit pas bien sûr d'un progrès vers l'émancipation féminine, mais bien au contraire, comme Marx l'avait déjà montré, d'un phénomène qui met à la disposition du capital une force de travail plus docile, moins bien payée, rendue plus malléable encore par les licenciements préalables d'autres travailleurs. D'autre part le montant du salaire réel baissant, un seul salarié ne peut plus assurer la subsistance de sa famille (c'est là « une des raisons pour lesquelles tant de jeunes gens et de femmes ont gonflé l'effectif de la force de travail »). Près de 2 millions de travailleurs sont concernés par ce phénomène. Autre point enfin, la semaine de travail est devenue plus élastique. Comme le soulignent les experts, les industriels « peuvent allonger la semaine de travail avant d'embaucher ».

Cette situation de force fait que des investissements plus importants que prévus ont été réalisés. Cette tendance devrait se renforcer dans les années à venir. Pour résumer la situation en reprenant un article de la revue Fortune : « La croissance économique continuera maintenant, c'est certain ; mais toute cette croissance ne se traduira pas par la croissance de l'emploi ». L'écart entre emploi et investissement est à l'heure actuelle une réalité, non une hypothèse, qui n'est pas causée par une situation de faiblesse économique (ou bien faudrait-il considérer comme tel le géant américain ?), et ne sera pas supprimée par une prétendue « restructuration » de l'appareil productif, pour l'« améliorer », comme on donne à l'entendre de ce côté-ci de l'Atlantique. Aux U.S.A. personne ne pense qu'on investit pour modifier la structure économique ; c'est simplement la reprise, que nous avons déjà diagnostiquée, et qui s'annonce en ces termes : salaires plus bas, travail plus intense, chômage plus élevé. C'est ainsi que la reprise américaine jette une lueur sinistre sur la reprise du capitalisme en Europe, et sur ses conséquences pour le prolétariat.

## Les «acquis» s'en vont

Le nombre des chômeurs recensés s'élève à 6 millions en Europe (14 millions avec ceux des Etats-Unis) et atteint dans certains pays des niveaux qui rappellent la crise des années 30. Partout les bourgeoisies nationales mènent l'offensive contre les dépenses sociales (assurance maladie, pensions de retraite et d'invalidité, prestations familiales) jugées excessives. Pour l'Etat il ne s'agit pas seulement de faire des économies budgétaires pour ne pas toucher aux postes prioritaires (armée, police, etc.), mais aussi d'éviter que les prix de ses marchandises montent plus vite que chez les autres. Comme l'explique dans un article du Figaro (3 mars 1977) le secrétaire d'Etat à l'action sociale, en réponse à la question: «Pouvons-nous accroître le poids relatif du budget social?», «notre marge de manœuvre est étroite pour la raison suivante: les impôts et cotisations sociales qui pèsent sur les entreprises se répercutent automatiquement dans les prix (que les entreprises soient nationalisées ou non, dit le secrétaire d'Etat); or ces augmentations ne sont pas toutes absorbées par le marché intérieur. La France, qui importe la totalité de son pétrole, son coton, sa laine, des métaux divers, les produits tropicaux, etc., est obligée d'exporter en échange, donc de conserver des prix compétitifs; ses industries se heurtent de plus en plus à celles des pays neufs dans lesquels ni les salaires ni les charges sociales ne sont élevés» (mais ceci vaut aussi dans les pays non «arriérés», chacun surveillant le voisin pour avoir un budget social moins élevé que le sien).

Pour pouvoir préserver ses profits, le capitalisme rogne de plus en plus sur des dépenses sociales qui sont en fait un salaire différé et péroratoire.

C'est pour lui une des façons d'accroître l'exploitation et de reprendre les miettes qu'il a dû lâcher précédemment. La lutte pour la défense du salaire inclut la lutte pour la défense de ces «acquis» constamment remis en cause.

# Front syndical commun et «unité ouvrière»

Si l'exigence de l'unification et de la centralisation de toutes les forces prolétariennes doit toujours s'affirmer davantage à travers les luttes ouvrières, c'est que face à la force de la bourgeoisie qui s'appuie sur la violence centralisée de son Etat, les travailleurs doivent se battre dans la plupart des cas dans des conditions d'isolement et d'abandon catastrophiques. Toutes les luttes ouvrières récentes le démontrent, de la grève des postiers en novembre 74 à la dernière lutte des travailleurs de la Caisse d'Epargne: c'est un besoin élémentaire pour les travailleurs de regrouper leurs forces en dépassant les divisions catégorielles, en surmontant l'individualisme et le localisme pour mettre en avant les intérêts communs de façon homogène et centralisée.

Mais la défense de l'associationnisme s'accompagne aussi nécessairement de la reconnaissance et de l'emploi systématique par ces organisations de classe des méthodes de lutte spécifiques de la classe prolétarienne, au premier rang desquelles figurent la grève sans préavis ni limitation préalable de durée et l'autodéfense ouvrière.

Ce sont ces principes d'organisation et ces méthodes de lutte qu'ont irrémédiablement trahis et abandonnés les directions opportunistes et chauvines qui dirigent encore aujourd'hui les syndicats. Ces dirigeants prétendent répondre à l'exigence de l'union des travailleurs par des discours enflammés et prometteurs sur l'éventuelle constitution d'un Front Syndical Commun. Faisant publiquement des mea culpa démagogiques, ces dirigeants prétendent faire croire qu'ils ont enfin dépassé leurs querelles de boutique pour retrouver, à l'occasion des journées d'action épisodiques, les vertus de l'unité du mouvement prolétarien.

Mais quelles étaient donc ces divergences si profondes qui les auraient empêchés de construire pendant des années ce Front Syndical? Quelles différences de principes et

de méthodes les tenaient-elles si éloignés les uns des autres?

Les travailleurs des Postes qui ont lutté courageusement pendant un mois en 74 savent ce que sont ces différences: alors que FO condamnait dès le début le mouvement et s'opposait aux travailleurs, la CGT et la CFDT travaillaient plus sournoisement, plus insidieusement à maintenir la lutte dans des conditions d'isolement total par rapport aux autres catégories de travailleurs, qui comme les cheminots, auraient pu rejoindre les postiers et renverser de façon décisive le rapport de force avec l'Etat-patron.

Les travailleurs du Livre, trahis dès le début par FO qui alla jusqu'à organiser les «jaunes» au Parisien Libéré, ont pu juger du souci de l'unité et de la fraternisation des travailleurs que cultive la CGT quand celle-ci a exclu 6 travailleurs de l'IMRO, coupables de chercher le soutien d'autres catégories de travailleurs en lutte, quand elle isole, essouffle les travailleurs du Parisien pendant des mois, en les privant de la solidarité active de leurs frères de classe qui défendent les mêmes intérêts que les leurs.

La CFDT peut bien se donner des mines gauchistes et pousser des clameurs vite ravalées sur les pratiques répressives de la hiérarchie militaire, qu'est-ce qui la différencie des positions militaristes et chauvines de la CGT quand, en dissolvant son UD de la Gironde, elle brise dans la pratique toute tentative, même furtive, de tisser des liens entre prolétaires des usines et prolétaires sous l'uniforme.

Prétendre aujourd'hui, comme le fait le spontanéisme, type LCR, lutter pour imposer l'unification des différentes centrales syndicales ne va pas dans le sens de la construction d'une force de classe centralisée du prolétariat, mais ne peut que renforcer les illusions et le poids écrasant qu'exerce l'opportunisme sur la classe ouvrière par le canal de ces centrales. Poser le problème

de l'unité syndicale sur la base de la fusion des organisations syndicales actuelles, c'est oublier que les directions syndicales actuelles sont unles depuis toujours, sur le fond, en tant que courroie de transmission de la bourgeoisie et de l'Etat au sein du prolétariat, en tant que défenseurs des mêmes intérêts de classe, non pas ceux des masses ouvrières, mais ceux de la bourgeoisie et d'une aristocratie ouvrière qui rêve de s'ingérer son maître.

Défendre cette unité-là, c'est renforcer, même sans le vouloir, l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat et à la gestion des entreprises, comme en Italie où les bonzes syndicaux remplacent déjà les contremaîtres et sont de plus en plus les agents stipendiés du despotisme de fabrique.

Ne pas voir qu'il existe un fossé infranchissable entre le besoin de l'unification et de la centralisation des luttes ouvrières et le front des bureaucraties syndicales entraîne le suivisme par rapport à ces dernières, et il n'est pas étonnant que les bonzes syndicaux gratifient de quelques postes de bureaucrates les centristes qui montent dans l'appareil syndical au prix de la confusion qu'ils entretiennent et non comme expression d'un véritable rapport de force anti-opportuniste.

Quant à nous, nous savons que l'unité réelle des travailleurs à la base de ces syndicats comme hors des syndicats impose de renouer avec les méthodes de lutte de classe abandonnées depuis des lustres par ces traîtres opportunistes, de tisser des liens solides et permanents par-dessus les limites d'usine ou de catégorie ou de nationalité, en favorisant la naissance d'organisations de classe dans l'indépendance absolue par rapport aux intérêts de la bourgeoisie et de l'Etat capitaliste, contre les dirigeants réformistes et leurs rabatteurs centristes.

## L'opportunisme syndical fait aussi bien en Belgique qu'ici

«Au cours des années soixante, ère d'abondance, nous avons cru à une croissance continue et illimitée. Tout paraissait possible. Ce rêve est passé. Aujourd'hui nous affrontons la réalité dure et difficile. Si nous admettions que nous n'avons plus rien à gagner demain, nous jouerions perdants dès aujourd'hui. Il faut avoir le courage de choisir entre des mesures difficiles et la facilité d'un confort hypocrite».

C'est ainsi que s'exprime le gouvernement belge dans une note (citée par Le Soir du 15-2-1977) à l'issue de la réunion au cours de laquelle il a lancé le «plan Egmont». Sous couvert du mensonge (chacun doit consentir à des sacrifices) on assiste en fait à une attaque directe contre la classe ouvrière et les salaires pour comprimer les coûts de production.

Le plan comporte deux aspects principaux. D'un côté, différentes mesures d'aide directe (diminution importante de l'impôt sur le capital) ou indirecte au capital pour favoriser les investissements et la reprise économique. D'autre part, des mesures antiprolétariennes pour compenser ces sorties des caisses de l'Etat: hausse de TVA sur des produits de consommation courante (cigarettes, vin, savon, détergent, coiffeur, etc.); augmentation de la part que doivent payer les travailleurs pour l'INAMI (assurance-maladie)... en attendant le démantèlement prévu de la Sécurité sociale; contrôle répressif accru sur les chômeurs pour les intimider et suspendre des allocations.

Quelle a été la riposte des syndicats? Sentant de l'agitation dans l'air, ils ont déclaré que le plan Egmont est «la goutte qui fait déborder le vase», et qu'ils étaient contraints de déclencher un mois de grève... ils n'ont pas désapprouvé ces actions, et, même, dans certains endroits des responsables régionaux ont organisé des manifestations au cours desquelles ils se sont empressés de sortir les arguments du fédéralisme, préparant ainsi le terrain où il faudrait enliser tout débordement éventuel comme pendant la grève de 60-61.

La lutte de défense du prolétariat contre les attaques systématiques de la bourgeoisie doit aller de pair avec la lutte contre le travail de sappe de l'opportunisme syndical. La grève la plus large possible, sans préavis ni limitation préalable de durée, doit être son arme élémentaire.

semaine entre chaque région. Cet échelonnement (analogue à celui organisé en France par les Séguy et Maire) devait permettre de «refroidir» la situation dans chaque région et d'éviter tout risque de «contagion» et d'extension des grèves. De plus les directions syndicales ont décidé, en vertu du sens des responsabilités nationales qui les caractérisent, que les entreprises qui ont des difficultés financières ne seront pas touchées par la grève (celle-ci ne devra atteindre que les entreprises «sans gros problèmes»). Pour semer la confusion, elles ont déclenché parallèlement à chaque grève régionale une grève nationale dans un secteur public pour obtenir... le renouvellement de la convention collective. Le tout en pleurnichant sur l'attitude intransigente du gouvernement qui refuse les sacro-saintes négociations: «Si les syndicats sont arrivés à l'affrontement, c'est bien parce qu'ils ont compris les profonds bouleversements survenus et l'impuissance du pouvoir à y faire face autrement que par des demi-mesures et des décisions excluant toute véritable solidarité» (c'est-à-dire des décisions unilatérales qui ne prennent pas le masque de la négociation — ndr) (La Cité, organe des syndicats chrétiens CSC).

Cependant, dans certaines régions, de Wallonie notamment, la situation de la classe ouvrière est telle que le calendrier de grèves n'a pas été respecté: dans le Luxembourg, le Namurais, le Brabant wallon, des arrêts de travail et des manifestations ont eu lieu, tandis qu'à Liège la majorité des entreprises ont été en grève pour la première journée de grève du 25-2-77 qui ne devait concerner que le Hainaut et la Flandre occidentale. Mais les syndicats savent lâcher du lest quand il le faut pour mieux contrôler la situation: ils n'ont pas désapprouvé ces actions, et, même, dans certains endroits des responsables régionaux ont organisé des manifestations au cours desquelles ils se sont empressés de sortir les arguments du fédéralisme, préparant ainsi le terrain où il faudrait enliser tout débordement éventuel comme pendant la grève de 60-61.

La lutte de défense du prolétariat contre les attaques systématiques de la bourgeoisie doit aller de pair avec la lutte contre le travail de sappe de l'opportunisme syndical. La grève la plus large possible, sans préavis ni limitation préalable de durée, doit être son arme élémentaire.

## Barre et les bonzes: des compères...

M. Barre a bien voulu reconnaître dans une interview à l'AFP (Le Monde du 2 mars) que la situation de l'emploi «restera difficile au cours des prochains mois en France comme dans la plupart des pays industrialisés». Il y a quelques jours il a proposé comme remède pour «éviter» le chômage que les chômeurs d'une région aillent voir dans une autre s'il n'y a pas de travail! Ceci dit, le premier ministre est partisan de poursuivre le dialogue avec les syndicats. «Je n'ai aucune hostilité à l'égard des syndicats. Je crois que des organisations syndicales fortes, responsables et ouvertes [à l'influence de l'Etat, il va de soi] sont un élément important du progrès social [...]». J'ai voulu, par ailleurs, éviter toute interruption de la politique contractuelle. Bien sûr, le secrétaire de la CGT a répondu à ces amabilités en faisant mine, comme toujours, de défendre les travailleurs (il doit rencontrer le 11 mars le ministre du Travail...): «M. Barre considère qu'il vaudrait

mieux discuter avec les syndicats de l'emploi. [...] S'il s'agit d'une parodie de discussions, dès la première réunion nous couperons court à toute illusion. Le gouvernement veut donner l'impression que les relations avec les syndicats ne sont pas mauvaises, mais nous ne nous prêterons pas à un jeu aussi sordidement électoral» (Le Monde du 5 mars). Mais pour éviter de faire croire que — période électorale ou pas — les syndicats sont prêts à lutter, Séguy a ajouté au cours de la même conférence de presse (c'est les Echos qui rapportent cette déclaration): «La situation des négociations salariales dans le secteur nationalisé n'a pas évolué, mais nous ne prendrons pas unilatéralement l'initiative de rompre les discussions au cas où elles n'évolueraient pas davantage».

M. Barre doit regretter, par moments, de ne pas avoir dans sa majorité des partenaires aussi dociles que ceux qui sont dans l'«opposition».

## Nouvelle initiative xénophobe en Suisse

— Limitation des étrangers à 12,5 % de la population suisse d'ici 10 ans, à l'exception des saisonniers et des frontaliers;  
— priorité aux naturalisations des étrangers dont la mère est d'origine suisse;  
— interdiction de licencier des Suisses dans une entreprise tant qu'elle emploie encore des travailleurs étrangers.

Tels sont les termes de la nouvelle «initiative» des milieux d'extrême droite. Le «peuple suisse» doit se prononcer sur ce projet le 13 mars prochain. En 1970 et en 1974, il avait repoussé des projets du même type.

Cette année le scénario est le même. Un intense matraquage idéologique pour le NON est orchestré par les partis bourgeois de droite et de gauche qui font tourner depuis des décennies la machine démocratique qu'il est ainsi facile de revaloriser à bon compte. «Cette initiative est inhumaine... et tout de même dangereuse pour notre économie». Le prolétariat est on ne peut plus désorganisé, accablé politiquement, il est incapable d'apporter une réponse classiste à cette attaque frontale contre une de ses composantes.

Certes, ces lois ne sont qu'une pièce de

plus dans l'arsenal bourgeois répressif. Le refus des initiatives précédentes n'a pas empêché que 300 000 étrangers soient expulsés depuis 1974 par le jeu des réglemens antérieurs et des pressions économiques.

Voter NON le 13 mars pourra être de la part des prolétaires isolés un geste de solidarité élémentaire, mais sans portée réelle. Les communistes leur rappellent que l'on ne combat véritablement l'oppression des travailleurs immigrés et les entraves mises à l'unification de la classe que dans une lutte matérielle contre l'Etat et l'opportunisme syndical et politique, et leurs mesures de division. Pour cela, il faut mettre en avant parmi tous les ouvriers la revendication de la liberté complète de circulation et celle de l'égalité totale des droits politiques et syndicaux pour tous les travailleurs immigrés. Il faut montrer aux ouvriers suisses que ce n'est qu'en refusant toute forme de solidarité avec leur propre Etat contre une partie de la classe ouvrière qu'ils pourront constituer et cimenter une force capable de renverser la machine démocratique et répressive qui garantit aussi leur exploitation.

Lisez et diffusez  
EL PROGRAMA COMUNISTA

Lancia-Bolzano

(Italie)

## Les bonzes syndicaux font leur travail, les communistes font aussi le leur !

En Italie comme ailleurs, et plus encore à l'heure du « compromis historique », les syndicats opportunistes s'évertuent de toutes leurs forces à stériliser toute vie à la base pour mieux contenir les réactions ouvrières et faire passer la politique de sacrifices, « nécessaires pour sortir le pays de la crise ». Mais les ouvriers ne se laisseront pas nécessairement faire. Voici un épisode parmi d'autres, tiré de la vie d'un de nos groupes d'usine.

A l'usine Lancia de Bolzano, nos camarades (dont trois sont délégués d'atelier) développent depuis plusieurs années un patient travail de sensibilisation parmi les ouvriers et ont réussi à conduire des luttes décidées et compactes, en dépit des efforts des bonzes locaux. Depuis longtemps, ceux-ci cherchent à les exclure du Conseil d'Usine (CDF), parce qu'ils dénoncent la politique de collaboration de classe de l'opportunisme.

Le prétexte a été trouvé quand nos camarades ont refusé de participer à l'Exécutif du CDF, où nos positions auraient été complètement étouffées, alors qu'au CDF elles peuvent du moins rencontrer un certain écho, bien que minoritaires. La direction régionale de la Fédération des Métaux CGT décidait alors à l'unanimité l'exclusion. A la réunion du CDF, en présence des permanents de la FLM (Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, triple alliance syndicale) au grand complet, le représentant de la FIOM (CGT), le « camarade » Foldi, déclarait que les délégués ont pour tâche de faire passer la ligne du syndicat dans l'usine, que les minorités doivent se plier à l'orientation de la majorité, et que le syndicat doit être autonome pour défendre « réellement » les intérêts des travailleurs.

Nos camarades ont fait remarquer, en rappelant les récents accords syndicats-patronat (cf. *Le Proletaire*, n° 236), de quel genre d'« autonomie » il s'agissait, et ont expliqué que les concessions sur la réduction du coût du travail ne signifient

rien d'autre qu'accepter une exploitation toujours plus dure.

Bien que nos camarades soient en général minoritaires au sein du CDF (alors que leurs motions sont majoritaires dans les assemblées ouvrières), les bonzes n'ont pu cette fois faire prévaloir leurs arguments et ont dû repartir la queue entre

*A la dernière réunion du Comité d'usine [...] la présence de notre groupe dans le comité a été mise en question. [...] Pour le « camarade » Foldi, notre présence dans un organisme où nos positions sont minoritaires est inconcevable. Il ne peut évidemment comprendre que le syndicat est une organisation de la classe ouvrière, née pour défendre les intérêts de celle-ci, et à laquelle adhèrent tous les travailleurs indépendamment de leurs idées politiques et religieuses, de leur race ou de leur sexe, et que ce qui est inconcevable, c'est d'interdire l'affrontement naturel et dialectique des courants en son sein, affrontement qui ne doit pas être enfermé dans le cadre étroit des organes de direction, mais être ouvert à toute la classe ouvrière. Le syndicat n'est pas un organisme de parti, et encore moins de gouvernement [...].*

*On nous a dit : le patronat est uni et le syndicat doit l'être aussi pour pouvoir le combattre. Nous n'avons jamais dit autre chose.*

*Mais, alors, une question se pose : comment se fait-il que Carli et Lama [respectivement directeur de la Banque d'Italie et secrétaire général de la CGT italienne] se déclarent l'un et l'autre satisfaits du dernier accord patronat-syndicats ?*

*Comment se fait-il que les syndicats aident le gouvernement à appliquer de nouvelles mesures draconiennes contre la classe ouvrière, sans répondre autrement que par la paix sociale ?*

*Comment se fait-il qu'ils n'unifient pas la lutte générale de classe contre le patronat uni ?*

*Comment se fait-il que les plateformes revendicatives des syndicats ne soient pas conformes aux revendications avancées dans les assemblées de travailleurs ?*

*La CGT, qui déclare être un syndicat*

les jambes, après avoir été attaqués même par des délégués appartenant à d'autres groupes d'usine que le nôtre, comme celui de « Lotta Continua ».

Sur cet épisode, les camarades de la section locale ont diffusé un tract pour informer tous les travailleurs. En voici quelques extraits.

*autonome de classe, est-elle autonome par rapport à l'influence de la bourgeoisie, alors que non seulement elle se plie délibérément aux exigences de la production, mais qu'elle efface même du contrat de travail des conquêtes obtenues après une dure lutte ?*

*A quoi pensent-ils aboutir, ces traites à la classe ouvrière, en favorisant la « compétitivité nationale » des marchandises ? Comme si leurs compères des autres pays ne mettaient pas en avant la même politique ! Comme s'il ne s'agissait pas d'une compétition pour l'exploitation et l'appauvrissement toujours plus grand des travailleurs du monde entier ! [...]*

*Si M. Lama tient tellement à préserver l'emploi, pourquoi n'invite-t-il pas ses partisans à préparer une mobilisation générale des travailleurs pour la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire ?*

*Evidemment, c'est nous qui n'y comprenons rien ! On nous répond que cela ferait monter le coût du travail, ruinerait l'économie nationale, et que « ce serait les travailleurs qui en feraient les frais » ! [...]*

*Eh bien, les travailleurs doivent savoir que [...] leurs conditions de vie et de travail empireront de plus en plus. Il ne peut exister de « nouveaux modèles » de bien-être dans le système de société où nous vivons, et il est évident que moins le capitalisme pourra satisfaire les besoins les plus élémentaires de la classe ouvrière, et plus la lutte de classe devra nécessairement se déplacer sur le plan politique et poser la question du pouvoir de classe.*

*Quoi qu'en disent messieurs les partisans des réformes et du pluralisme démocratique !*

### Productivité croissante, exploitation accrue !

*Des schémas de la CGT en 1974 montraient qu'entre 1950 et 1974 la production de voitures par ouvrier était passée de 1,8 à 14,05, soit une productivité multipliée par 8. Simultanément, les frais de personnel et les crédits sociaux dans les coûts de production d'un véhicule passaient de 55 % à 24 % ! Ce qui indique que la plus-value ou travail impayé à l'ouvrier s'est multipliée énormément. Depuis, la situation s'est aggravée : 1976, productivité + 17 %, chiffre d'affaire, + 42 % (le double de la masse des salaires). La part des salaires dans les dépenses sera la plus faible de l'histoire de la Régie — baisse de 3 % du pouvoir d'achat...*

*Voilà la preuve que l'accroissement de la production se fait toujours plus au détriment des conditions de vie et de travail des prolétaires, que les intérêts de la rentabilité de l'entreprise sont irréductiblement opposés à ceux des salaires. Or qu'en conclut la CGT ? Après s'être félicitée des « succès financiers exceptionnels », des « profits records » de la Régie, elle en déduit que cela « permettra » d'améliorer les salaires et les conditions de travail.*

*C'est cela l'opportunisme, qui ramène toujours l'amélioration du sort des ouvriers à être une conséquence possible (!) de l'accroissement de la prospérité capitaliste, c'est-à-dire le résultat de leur exploitation accrue : chômage pour les uns, cadences plus abrutissantes pour les autres, appauvrissement et discriminations pour tous.*

*Les ouvriers reçoivent pour vivre un minimum qui est très inférieur à la valeur de ce qu'ils produisent. Le niveau du salaire dépend du rapport de force entre la classe capitaliste et le prolétariat.*

*Les ouvriers n'ont pas à revendiquer une meilleure part pour leurs exploités dans la concurrence mais à resserrer les rangs pour défendre sans relâche leurs conditions de vie et de travail, contre leur asservissement croissant au capital et contre ses agents ouvriers !*

(Extrait du supplément Renault, n° 6).

Centres de Loisirs à Villejuif

## Une dénonciation qui a payé

La ville de Villejuif avec à sa tête une municipalité PC (et G. Marchais en est le député) dirige sous le couvert d'une association privée 7 centres de loisirs fonctionnant le mercredi et pendant les vacances scolaires. Les Centres de Loisirs correspondent aux anciens Patronages et « accueillent » les enfants de 8 h 30 à 18 heures.

Le salaire et les conditions de travail y sont très défavorables à cause de l'absence totale d'une tradition de lutte, due au fait qu'il s'agit surtout d'un premier emploi pour de nombreux lycéens et collégiens qui y travaillent.

Alors que le SMIC est à 8,94 F, les moniteurs non diplômés touchent 8,20 F de l'heure et les moniteurs de moins de dix-huit ans touchent 6,50 F pour le même travail, pour 10 heures sans pause. Absence d'indemnité de congés payés. Non paiement des heures supplémentaires (pendant les vacances les travailleurs font 50 heures par semaine). Et ceci depuis 1945 !

Face à la détermination de la municipalité « à l'écoute des travailleurs », ces derniers ont opposé leur propre détermination en se groupant au sein et autour d'une section CFDT, c'est-à-dire que de nombreux travailleurs non syndiqués participent aux réunions syndicales.

Dans leur tract, après avoir rappelé l'antagonisme irrémédiable d'intérêts entre la municipalité-patron et les travailleurs, dans la mesure où la mairie en tant qu'acheteur de leur force de travail avait intérêt, comme tout acheteur, à la payer le moins cher possible, les travailleurs syndiqués et non syndiqués exigeaient :

- le SMIC indexé sur l'indice CGT ;
- l'indemnité de congés payés ;
- le paiement des heures supplémentaires ;

— l'égalité du salaire des aides-moniteurs avec celui des moniteurs.

Cette simple dénonciation a eu pour effet... la création d'une section CGT qui s'empressa de reprendre, sans en avertir les travailleurs, les revendications de la section CFDT, en reportant la responsabilité de la politique salariale de la municipalité sur Giscard-Barre, et obtint satisfaction, mais en refusant violemment de défendre la catégorie de travailleurs la plus touchée : les aides-moniteurs (tout en proposant le soutien des élus tricolores pour manifester devant le ministère afin d'obtenir des subventions).

La CGT présentait — comme une victoire — aux travailleurs un contrat d'embauche rendant obligatoire l'« acceptation des orientations de la municipalité ».

La section CFDT et de nombreux non-syndiqués répondirent qu'ils n'avaient rien à faire du soutien de ceux qui 24 heures auparavant leur refusaient le minimum élémentaire (et ceci depuis des décennies) et que le soutien empressé de la municipalité s'expliquait par la peur de voir en son sein une force décidée à lutter sur le terrain réel en étendant le mouvement à d'autres villes. Elle se sert de l'alibi du « niveau national » pour désamorcer la lutte locale, masquant par cela la responsabilité du PC dans l'exploitation des travailleurs.

Voyant le refus des travailleurs à tomber dans le piège, la CGT posa comme préalable à toute discussion sur le contrat et l'égalisation des salaires l'acceptation inconditionnelle du soutien tricolore de la municipalité patron...

Devant cette attitude les employés ont décidé d'étendre la lutte dans la mesure de leurs forces vers d'autres Centres de Loisirs voisins afin de tendre à une mobilisation des travailleurs pour obtenir le même statut pour tous.

Monin-Ordures-Services à Lyon

## Manque une vraie solidarité !

La lutte des travailleurs de MOS à Lyon (voir *Le Proletaire*, n° 236) risque de tomber dans un isolement complet. Les 130 ouvriers immigrés licenciés étaient convoqués le 4 février à 17 heures devant le Conseil des Prud'hommes. Celui-ci devant mener une « instruction » afin de savoir si les chargeurs avaient ou non refusé de travailler au-delà de douze heures les 27 et 28 décembre 1976. Pour l'employeur, ce refus de faire des heures supplémentaires non payées constitue en effet une « faute grave » justifiant le licenciement collectif.

Aucune des organisations qui prétendent soutenir les chargeurs n'était venue à la séance. CGT, PCF, PS, Amicale et même gauchistes brillaient par leur absence ! C'est dans un total isolement que les travailleurs ont dû attendre pendant plusieurs heures d'être « reçus », individuellement et à huis-clos, par les juges et les avocats. Le délégué immigré (CFDT) n'était pas admis aux « entrevues » ; par contre, un permanent de la Fédération Construction et Bois (CFDT) y déployait un zèle des plus démocratiques. C'est même lui qui faisait l'appel, avec un grand sourire et des plaisanteries qui constituaient par eux-mêmes une véritable provocation.

Les Prud'hommes n'ont pas encore rendu leur jugement. En attendant, l'Inspection du Travail a déjà autorisé MONIN à déposer des offres d'emploi à l'ANPE (avec, d'ailleurs, un salaire inférieur de 500 F à celui des ouvriers licenciés !). Les démocrates « protestent » - noblement contre cette mesure « contraire à la légalité », mais ne font rien pour soutenir les travailleurs de MONIN et créer les conditions d'une véritable solidarité entre chômeurs et grévistes licenciés, entre prolétaires français et immigrés.

Il est vrai que la CGT a exclu les chauffeurs de bennes qui avaient voté pour le licenciement des chargeurs. C'était vraiment trop criant : voilà une catégorie « privilégiée » qui ne craignait pas de dire tout haut ce qui est le contenu réel de la politique et de l'action des bonzes réformistes, défenseurs de l'intérêt national. Ça se fait, camarades, ça se fait tous les jours, mais il ne faut pas le dire comme ça ! Et de désavouer le cégétiste de base qui, façonné par des dizaines d'années de politique chauvine et de solidarité nationale, de collaboration de classe défendant de misérables privilèges, étale ouvertement la politique de l'aristocratie ouvrière. Mais, bien sûr, il n'est pas question de faire quelque chose d'autre. La CGT n'a pas levé le petit doigt pour déclencher un mouvement de soutien des éboueurs municipaux...

Les dirigeants CFDT et leurs acolytes ont canalisé le mouvement sur le terrain strictement légal. Embourbé dans des procédures interminables, privé de luttes de soutien, le magnifique mouvement de nos camarades immigrés de MONIN risque d'être battu. Mais il nous montre le chemin de la reprise de la lutte de classe qui, contre la politique social-patriote de la défense de l'économie nationale, exige l'unification de tous les travailleurs, par-dessus les limites de catégorie, d'entreprise, de nationalité.

### QUESTION FEMINE ET LUTTE DE CLASSE

*C'est le titre d'une nouvelle brochure, qui rassemble la série d'articles parus en 1975 et 1976 dans ce journal, ainsi qu'un extrait des thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste sur la question féminine.*

*Sympathisants et lecteurs peuvent se la procurer à nos permanences ou la commander au journal. Elle mérite la plus large diffusion !*

*Prix de vente : 2 F.*

# L'abstentionnisme électoral des révolutionnaires

Contre tous ceux qui prétendaient passer au socialisme par le développement de la démocratie parlementaire, contre les centristes à la Kautsky qui voulaient combiner la « voie démocratique » et la voie révolutionnaire, L'Internationale communiste déclarait à son Deuxième Congrès (1920), dans ses Thèses sur le Parti Communiste et le parlementarisme : « Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future ; il se refuse à y voir la forme de la dictature de classe du prolétariat ; il nie la possibilité de la conquête durable des Parlements ; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction : c'est dans ce sens, et uniquement dans ce sens que la question peut être posée » (point 6).

L'affirmation de principe de l'antiparlementarisme communiste, sur laquelle convergent totalement les bolcheviks et la Gauche communiste d'Italie, véritable résultat de toute l'analyse et l'expérience du mouvement communiste, est également à la base des Thèses présentées au même congrès par la Fraction Abstentionniste qui devait former quelques mois plus tard le noyau dirigeant du Parti Communiste d'Italie : notre courant en tirait seulement, à partir d'une connaissance plus précise des conditions de la lutte révolutionnaire dans les pays de l'aire euro-américaine et d'un bilan des forces qui s'y affrontent, des conclusions tactiques différentes pour ces pays. Ces Thèses de la Gauche que nous présentons ici comme la meilleure défense générale de l'abstentionnisme communiste précisent au point 3 qu'il faudra également détruire et remplacer par des soviets locaux de députés ouvriers les institutions municipales et communales de la bourgeoisie, ces institutions que les centristes d'aujourd'hui comme ceux d'hier prétendent marier avec des comités de base, des sortes de soviets sans révolution auxquels les mairies pourraient servir de point d'appui « dans une opposition résolue au pouvoir central » (programme des listes municipales LCR-LO-OCT), comme si ces mairies n'étaient pas, et de

plus en plus, entièrement soumises au contrôle de l'Etat central !

Les Thèses de la Fraction détaillent ensuite les éléments d'appréciation historique qui nous amenaient à demander que l'Internationale renonce désormais, dans les pays de démocratie bien installée, même à l'utilisation des parlements et des élections municipales et communales comme un point d'appui accessoire de son action.

Le demi-siècle écoulé n'a fait que confirmer et renforcer tous nos éléments d'appréciation : non seulement la bourgeoisie a perfectionné son art d'utiliser les élections en permanence comme un « moyen de défense indirecte » (Thèses de l'Internationale) pour détourner les prolétaires de la lutte, mais la sélection de véritables partis communistes, authentiquement révolutionnaires, s'est révélée globalement impossible en Occident, et la religion démocratique a été une arme plus puissante encore et insidieuse aux mains des renégats opportunistes qui l'ont substituée à la perspective révolutionnaire ; même les tentatives d'opposition au stalinisme, en dehors de notre courant, le seul solidement ancré sur les principes du communisme (dictature et destruction violente de l'Etat bourgeois), en ont été infectées et paralysées.

C'est pourquoi si, en 1920, on pouvait encore discuter la possibilité d'une utilisation révolutionnaire du parlement — sans que cela puisse conférer aux bolcheviks une tare d'opportunisme —, l'histoire a aujourd'hui tranché la question en confirmant a posteriori le bilan déjà tiré à l'époque par notre courant : il est devenu impensable d'utiliser, dans les zones de capitalisme avancé, les élections comme un moyen de combattre les illusions parlementaires. On comprend qu'en revanche, à la différence des anarchistes et des indifférentistes qui nient l'importance, et même l'existence de toute lutte non purement prolétarienne, nous soutenions toujours, comme le faisait le point 6 des Thèses de notre fraction (et ceci ne suffisait-il pas à infirmer toute accusation d'infantilisme ?) que dans les pays où le cycle révolu-

tionnaire bourgeois n'est pas encore épuisé, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs bourgeois ne soit pas exclue par principe, tout en conservant toujours le même contenu : dénonciation des illusions parlementaires, de la prétention à faire disparaître les antagonismes de classe par la magie du bulletin de vote. Mais même dans ces zones, la participation aux élections n'a rien d'automatique, comme le précisaient encore les Thèses de l'IC (point 17), alléguant les exemples russes du boycott de la Douma et du préparlement de Kerenski : elle est à apprécier en fonction de la situation et des intérêts du prolétariat mondial.

Bien plus. On peut dire que les révolutions démocratiques d'aujourd'hui s'emparent beaucoup moins qu'au siècle dernier des institutions représentatives comme d'un drapeau, et qu'il importe d'insister davantage sur leurs tâches économiques et sur la conquête des droits civils (égalité juridique, suppression des vieilles règles de droit, etc.) et des droits politiques au sens strict (presse, réunion, association, etc.). C'est que les conditions mondiales du capitalisme d'aujourd'hui laissent peu de place à des institutions représentatives bourgeoises qui ne soient pas purement décoratives, et ceci doit nous conduire le plus souvent à être abstentionnistes, sinon en théorie, du moins en pratique dans de telles aires. D'autre part, même à supposer que des organismes de ce type puissent avoir une existence momentanée, la tâche du parti serait de mettre l'accent sur la nécessité que les prolétaires et les semi-prolétaires et paysans pauvres créent en dehors d'eux des organes propres d'autodéfense, afin de servir de contre-poids à un mécanisme destiné à ne servir que pour la galerie, et pas même susceptible d'être utilisé comme une « tribune » dans le sens où l'entendait Lénine.

Quant à la farce électorale qui se joue aujourd'hui en France, dans un des pays les plus infestés d'une tradition démocratique paralysante, dont les renégats staliens font leur grand titre de gloire, nous appelons les prolétaires à lui tourner le dos et à se battre sur leur propre terrain, celui de la lutte ouverte contre le capitalisme.

## Thèses sur le parlementarisme présentées au 2<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. par la fraction communiste abstentionniste du P.S. italien (Moscou 1920)

1  
Le parlementarisme est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique de principe que font les communistes marxistes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général démontre que le fait d'accorder le droit de vote dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat à tous les citoyens de toutes les classes sociales ne peut empêcher que tout l'appareil gouvernemental de l'Etat ne constitue le comité de défense des intérêts de la classe capitaliste, ni que l'Etat ne s'organise en tant qu'instrument historique de la lutte de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

2  
Les communistes nient catégoriquement que la classe laborieuse puisse conquérir le pouvoir en obtenant la majorité des mandats parlementaires. Seule la lutte révolutionnaire armée lui permettra d'atteindre ses objectifs. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, point de départ de l'œuvre de construction économique communiste, implique la suppression violente et immédiate des organes démocratiques, et leur remplacement par les organes du pouvoir prolétarien : les conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, la dictature du prolétariat, qui est un système de gouvernement et de représentation de classe, pourra se réaliser. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. Nous disons plus : la première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée, c'est précisément, avant même la propriété capitaliste, et avant même la machine bureaucratique et gouvernementale de l'Etat, la démocratie représentative.

3  
Ceci vaut également pour les institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux au point de vue théorique d'opposer aux organes de gouvernement, leur appareil étant en fait identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie. Le prolétariat révolutionnaire doit également les détruire et les remplacer par les soviets locaux de députés ouvriers.

4  
Alors que l'appareil exécutif, militaire et policier de l'Etat bourgeois organise l'action

directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représentative constitue un moyen de défense indirecte, qui agit en répandant dans les masses l'illusion qu'elles pourraient réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien pourrait lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses socialistes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action.

5  
Actuellement, la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des vieux leaders sociaux-démocrates pour le détourner de sa voie historique. Dans les pays où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité, tout comme dans celle des partis socialistes traditionnels, cette tâche revêt une importance particulière et vient au premier rang des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6  
Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas encore comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où on ne pouvait pas non plus parler de préparation directe à la dictature du prolétariat, la participation aux élections et à l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation et de critique. D'autre part, dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour faire en sorte que la révolution aboutisse à la victoire.

7  
Dans la période historique actuelle — ouverte par la fin de la guerre mondiale avec toutes ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise, par la révolution russe, première réalisation de la conquête du pouvoir par le prolétariat, et par la

constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traîtres —, et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'œuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que l'efficacité de la préparation à la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les travailleurs.

8  
Dans ces conditions historiques, le problème central du mouvement étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir, toute l'activité politique du parti de classe doit être consacrée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui veut que tout heurt entre partis politiques adverses, toute lutte pour le pouvoir se déroule dans le cadre du mécanisme démocratique, à travers des élections et des débats parlementaires. On ne pourra y parvenir sans rompre avec la méthode traditionnelle qui consiste à appeler les ouvriers à voter — côte à côte avec les membres de la classe bourgeoise —, et sans mettre fin au spectacle de délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que les délégués de ses exploités.

9  
La dangereuse conception qui réduit toute action politique à l'activité électorale et parlementaire n'a été que trop répandue par la pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a préparé un terrain favorable aux erreurs des « syndicalistes » et des anarchistes qui dénie toute valeur à l'action politique et à la fonction du parti. C'est pourquoi les Partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10  
L'énorme importance attribuée en pratique à la campagne électorale et à ses résultats,

le fait que pour une période assez longue le parti lui consacre toutes ses forces et toutes ses ressources en hommes, presse, voire en moyens économiques, concourt, d'une part, malgré tous les discours publics et toutes les déclarations théoriques, à renforcer l'impression que c'est bien là l'action centrale pour les buts communistes et conduit, d'autre part, à l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, en donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait contraire aux exigences du travail révolutionnaire légal ou illégal.

11  
Pour les partis qui, par décision de la majorité, ont adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale, le fait de continuer l'action électorale empêche la sélection nécessaire ; or, sans l'élimination des éléments sociaux-démocrates, l'Internationale communiste manquerait à sa tâche historique et ne serait pas l'armée disciplinée et homogène de la révolution mondiale.

12  
La nature même des débats au parlement et autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer de la critique de la politique des partis adverses à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les limites du règlement parlementaire ; de la même manière qu'il serait impossible d'obtenir le mandat qui donne le droit à la parole si l'on refusait de se soumettre à toutes les formalités prescrites par la procédure électorale. Le succès dans les escarmouches parlementaires sera toujours et exclusivement fonction de l'habileté à manœuvrer l'arme commune des principes sur lesquels se fonde l'institution elle-même et des astuces du règlement ; de même que le succès de la campagne électorale se jugera toujours et exclusivement au nombre de voix ou de sièges obtenus.

Tous les efforts des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourront pas ne pas conduire à l'échec les énergies dépensées dans ce travail de Sisyphe. La cause de la révolution communiste exige instamment qu'elles se portent au contraire sur le terrain de l'attaque directe contre le régime de l'exploitation capitaliste.

# Les tâches du journal communiste (1)

Le Parti ne pourra réellement remplir sa fonction d'organe de combat que dans la mesure où il dépassera définitivement ce que, comme les bolchéviks, nous avons appelé la « phase des cercles ».

Nous l'avons dit et répété. Nous ne renions nullement les « cercles » qui étaient la forme d'organisation adaptée à une situation historique qui imposait au Parti comme condition première de son existence et comme tâche matériellement prépondérante la reconstruction de la théorie marxiste, entièrement démolie par la contre-révolution stalinienne et défigurée par les autres courants qui ont tenté de résister à cette catastrophe historique. Mais se contenter maintenant de cette forme et s'y accrocher aurait pour conséquence désastreuse de nous faire tomber dans l'académisme et de nous transformer en une sorte de « société savante », alors que nous sommes entrés dans une autre phase historique.

L'instabilité croissante de tous les rapports économiques, sociaux et politiques, provoquée par l'avance chaotique d'une crise capitaliste que nous avons su prévoir dans la lecture de la sombre réalité bourgeoise, doit, finalement, produire ses effets. Même si c'est avec un énorme retard dû à l'élimination pendant des décennies du Parti et de toute vie de classe authentique, cette crise doit, d'une manière ou d'une autre, projeter de nouveau la classe ouvrière dans des luttes moins irrégulières et plus vastes qu'aujourd'hui, et faire renaître, au sein de ces luttes, la tendance à l'organisation indépendante de classe.

Mais ce phénomène ne peut prendre toute son ampleur et surtout être capitalisé dans le sens de la préparation révolutionnaire que si le Parti, dans son effort permanent pour « lancer ses sondes dans la classe », pour « pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure » créées par une réalité encore terriblement défavorable, se donne un minimum d'organisation. Il doit se rendre capable d'attiser les étincelles provoquées par la lutte ouvrière, de les capter dans des foyers de vie de classe qui assurent à cette lutte un minimum de continuité. Il doit se rendre capable de faire de cette lutte un terrain de préparation du prolétariat aux tâches révolutionnaires, qui, si elles restent encore inscrites en perspective,

n'en sont pas moins pour nous tout aussi certaines, tout aussi actuelles et tout aussi claires que si elles étaient proches, sous peine de nous renier totalement.

C'est dans cet esprit qu'il nous faut affronter la question de la préparation du parti et, pour cela, aller chercher dans le passé la magnifique expérience du mouvement communiste vivant. Non pas, bien entendu, pour y trouver des modèles, des recettes valables dans n'importe quelle situation, qui nous dispenseraient du patient, du difficile et anonyme travail quotidien de construction du Parti. Nous devons aller y retrouver les principes qui hier ont éclairé la voie d'un mouvement fécond, principes que nous devons toujours revendiquer et qui doivent devenir, pour nous aussi, le guide d'une organisation certes encore embryonnaire, mais qui ne pourrait même pas mériter ce qualificatif si elle hésitait à revendiquer l'ensemble de ses tâches.

Il va de soi que dans ce travail de préparation non seulement de la classe prolétarienne mais aussi du Parti, le journal politique remplit un rôle irremplaçable. C'est ce que nous tenons à rappeler ici en regroupant des extraits des Thèses du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste sur la presse, ainsi que des articles et des lettres de Lénine écrits dans la période qui va de 1899 à 1905. Nous ne regroupons pas seulement ces textes parce que nous y trouvons définie avec une clarté inégalée la fonction du journal politique. Nous le faisons aussi parce que, notamment dans les textes de Lénine, est dressé un véritable bilan, résumé en règles simples, de l'expérience grandiose par laquelle le plus magnifique instrument de lutte que se soit donné la lutte prolétarienne, le parti bolchévik, est sorti de la « phase des cercles » pour devenir le parti de la révolution victorieuse. Et, encore une fois, malgré l'énorme différence qui peut séparer la situation d'hier de celle d'aujourd'hui, nous devons nous efforcer d'y puiser les enseignements qui ont une portée universelle. C'est à cette tâche que les groupes et les sections du Parti devront consacrer des réunions spéciales en utilisant le matériel regroupé dans cette série et, si possible, en le complétant, car l'étroitesse du journal nous a condamné à une sélection d'extraits bien trop rigoureuse.

puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche : concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. (Par où commencer ? Œuvres, tome 5, pp. 17-18).

Le journal politique ne remplit pas seulement une fonction « externe ». Il assume avant tout une tâche « interne », celle de guide du parti et de ses organisations dans la bataille politique, comme cela ressort parfaitement de l'extrait des Thèses de l'Internationale communiste que nous reproduisons ici. Nous aussi, à travers notre modeste activité, nous devons nous inspirer de ces thèses. Les sections et groupes du Parti doivent « nourrir » les Rédactions correspondant aux journaux dans les différentes langues ou les différents pays, rendre compte de l'effet des positions définies dans les journaux respectifs, afin que ces derniers deviennent effectivement des organes où se précisent, par les liens entre les Rédactions et sous la direction du Centre, les méthodes d'intervention de notre organisation, où s'homogénéisent la pensée et l'action des sections, des organes qui soient de véritables armes de combat que chaque militant ait à cœur de perfectionner, de rendre plus incisives et plus tranchantes.

38. Un journal communiste doit avant tout défendre les intérêts des ouvriers opprimés combattants. Il doit être notre meilleur propagandiste et agitateur, le propagandiste dirigeant de la révolution prolétarienne.

Notre journal a pour tâche de réunir les expériences acquises au cours de l'activité de tous les membres du Parti et d'en faire comme un guide politique pour la révision et l'amélioration des méthodes d'action communiste. Ces expériences doivent être échangées dans des réunions de rédacteurs de tout le pays, réunions cherchant à créer la plus grande unité de ton et de tendance dans l'ensemble de la presse du Parti. Ainsi cette presse, de même que chaque journal en particulier sera le meilleur organisateur de notre travail révolutionnaire. [...]

39. [...] Tout communiste se lie étroitement à son journal en travaillant et en se sacrifiant pour lui. Le journal est son arme quotidienne qui, pour servir, doit être rendue chaque jour plus forte et plus tranchante. [...]

Il ne suffit pas d'être un agitateur et un recruteur zélé pour le journal, il faut encore en devenir un collaborateur utile. Il faut l'informer au plus vite de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue social et économique, dans la fraction syndicale et dans le noyau, depuis l'accident du travail jusqu'à la réunion professionnelle, depuis les mauvais traitements des jeunes apprentis jusqu'au rapport commercial de l'entreprise. Les fractions syndicales doivent le renseigner sur toutes les réunions, et sur les décisions et mesures les plus importantes prises par ces réunions, par les secrétaires des Unions, ainsi que sur l'activité de nos adversaires. La vie publique des réunions et de la rue offre très souvent aux militants attentifs du parti l'occasion d'observer avec un sens critique des détails dont l'utilisation dans les journaux rendra claire aux plus indifférents notre attitude par rapport aux exigences de la vie. [...]

40. L'élément essentiel de l'activité de la presse de combat communiste c'est la participation directe aux campagnes menées par le Parti. Si à un certain moment l'activité du Parti est concentrée dans une campagne déterminée, le journal du Parti doit mettre au service de cette campagne toutes ses colonnes, toutes ses rubriques et non seulement les articles de fond politiques. La rédaction doit trouver dans tous les domaines du matériel pour entretenir cette campagne et pour en alimenter, sous la forme la plus convenable, tout le journal.

(Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes. La presse du Parti, III<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., pages 118 et 119 de la brochure des textes des quatre premiers congrès, Maspero Reprint.)

(à suivre)

## Le journal, organe de bataille politique

Engels distinguait trois domaines de l'activité du Parti : le domaine théorique, le domaine politique et le domaine économique (ou syndical). Chacun de ces domaines a des armes spécifiques. L'arme essentielle que doit se donner le Parti pour faire face à ses tâches théoriques, qui consistent en la défense de la doctrine, en l'enregistrement scientifique des faits pour en confirmer expérimentalement la validité afin d'affermir son noyau et de lui permettre de se développer dans toutes les directions, cette arme c'est la revue théorique. Evidemment, le fait que la doctrine ait été restaurée dans ses grandes lignes ne nous dispense nullement des tâches théoriques pour l'avenir. Bien au contraire, les besoins de la lutte politique et de la lutte économique, domaines qui devront prendre une place plus grande dans l'activité de l'organisation, nous obligent à l'élaborer dans tous ses détails. De plus, c'est constamment que nous devons préserver sa méthode et ses résultats contre les agressions de la société bourgeoise qui pèse sur nous de tout son poids. Nous ne parlerons pas ici du domaine de la lutte économique, où le Parti doit également se forger une littérature adaptée. Limitons-nous à celui de la lutte politique.

Comme cela ressort de façon lumineuse des extraits publiés ci-dessous d'articles de Lénine écrits en polémique avec les réformistes russes, les économistes, qui « voulaient donner à la lutte économique elle-même un caractère politique », la tâche du Parti consiste à importer le socialisme dans la lutte prolétarienne pour la faire converger et la porter contre l'obstacle essentiel qui se dresse sur la voie de l'émancipation ouvrière, l'Etat bourgeois. Cela serait bien entendu impensable sans la participation du Parti à toutes les luttes de la classe, mais ce serait également impossible sans un journal politique qui éveille le prolétariat à ses tâches révolutionnaires et le prépare, dans tous les épisodes de sa lutte, à les accomplir.

La social-démocratie dirige la lutte de la classe ouvrière, non seulement pour obtenir des conditions avantageuses dans la vente de la force de travail, mais aussi pour l'abolition de l'ordre social qui oblige les non-possédants à se vendre aux riches. La social-démocratie représente la classe ouvrière dans ses rapports non seulement avec un groupe donné d'employeurs, mais aussi avec toutes les classes de la société contemporaine, avec l'Etat comme force politique organisée. Il s'ensuit donc que les social-démocrates ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais aussi qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa

conscience politique. Sur ce point, après la première offensive de la Zaria et de l'Iskra contre l'économisme, « tous sont d'accord » maintenant (accord parfois seulement verbal, comme nous le verrons tout à l'heure).

La question se pose : en quoi donc doit consister l'éducation politique ? Peut-on se borner à propager l'idée que la classe ouvrière est hostile à l'autocratie ? Certes, non. Il ne suffit pas d'éclairer les ouvriers sur leur oppression politique (comme il ne suffisait pas de les éclairer sur l'opposition de leurs intérêts à ceux du patronat). Il faut faire de l'agitation à propos de chaque manifestation concrète de cette oppression (comme nous l'avons fait pour les manifestations concrètes de l'oppression économique). Or, comme cette oppression s'exerce sur les classes les plus diverses de la société, se manifeste dans les domaines les plus divers de la vie et de l'activité professionnelle, civile, privée, familiale, religieuse, scientifique, etc., etc., n'est-il pas évident que nous n'accomplirons pas notre tâche qui est de développer la conscience politique des ouvriers, si nous ne nous chargeons pas d'organiser une ample campagne politique de dénonciation de l'autocratie ? (Que faire ? Lénine, Œuvres, tome 5, pp. 408-409.)

Naturellement, les tâches du Parti diffèrent dans les conditions géo-historiques de révolution double comme c'était le cas de la Russie de Lénine et de révolution simple comme c'était déjà le cas des grands pays capitalistes à l'époque. Mais la conscience politique n'a aucune raison de naître autrement, comme le rappelle le passage suivant. De plus, le Parti ne saurait être indifférent au sort d'autres classes, notamment la paysannerie pauvre, et surtout, il se fait un devoir particulier, dans les métropoles impérialistes, de lutter contre l'oppression particulière qui frappe les masses asservies des colonies et des semi-colonies.

La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons. Le seul domaine où l'on pourrait puiser cette connaissance est celui des rapports de toutes les classes et catégories de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports de toutes les classes entre elles.

[...] En un mot, tout secrétaire de trade-union mène et aide à mener la « lutte économique contre le patronat et le gouvernement ». Et l'on ne saurait trop insister que ce n'est pas encore là du social-démocratie ; que le social-démocrate ne doit pas avoir pour idéal

le secrétaire de trade-union [attention, Lénine ne dit pas que le social-démocrate, c'est-à-dire le communiste, ne doit pas s'efforcer de devenir secrétaire de syndicat ! Il dit qu'il doit le faire à sa manière, sans en faire un idéal. Reprenons le fil : le communiste doit avoir pour idéal non le secrétaire de syndicat] mais le tribun populaire sachant réagir contre toute manifestation d'arbitraire et d'oppression, où qu'elle se produise, quelle que soit la classe ou la couche sociale qui ait à en souffrir, sachant généraliser tous ces faits pour en composer un tableau d'ensemble de la violence policière et de l'exploitation capitaliste, sachant profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques, pour expliquer à tous et à chacun la portée historique de la lutte émancipatrice du prolétariat. Comparez, par exemple, des militants comme Robert Knight (le secrétaire et leader bien connu de l'Union des chaudronniers, une des trade-unions les plus puissantes d'Angleterre) et Wilhelm Liebknecht. (Que faire ? pp. 431-433.)

★

A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force qu'aujourd'hui le besoin de compléter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militante. [...] Enfin, il nous faut absolument un journal politique. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui

# La normalisation bourgeoise en Angola

(suite de la page 3)

indépendance mythique où, sans effort aucun, l'argent coulerait à flot [lisez : une indépendance qui lui apporterait une amélioration décisive de ses conditions de vie, chose évidemment « inimaginable » pour les plumitifs au service de l'impérialisme — ndr]. Le mouvement ouvrier [...] manquait d'expérience [sous-entendez : ces gens-là sont si arriérés qu'ils ne sont même pas capables de se donner, comme chez nous, des directions opportunistes bien dressées dans la collaboration pacifique entre les classes], et les promesses imprudentes [du MPLA] sur la « disparition des patrons » ont été souvent prises pour argent comptant. Toute autorité, privée ou gouvernementale, demeure aux yeux des travailleurs un « patron » qui rappelle l'oppression coloniale. Et le même journal de rapporter l'aveu, par la bouche même d'un dirigeant du MPLA, de l'opposition programmatique ineffaçable entre les prolétaires et semi-prolétaires et la petite bourgeoisie : « La notion d'indépendance, telle que la concevait la majorité des Angolais s'oppose à notre conception de la voie socialiste » (Le Monde, 3-9-76). Et pour cause !

La nouvelle classe dirigeante angolaise devait immédiatement s'employer à réduire le décalage existant entre le programme promis par le MPLA et celui qu'il avait réellement l'intention d'appliquer. Autrement dit, elle devait ramener les revendications des sans réserves des bidonvilles dans le cadre modéré du programme petit-bourgeois. Les *barbudos* expédiés par Castro ont joué un rôle capital dans cette mise au pas.

Dépourvu d'un appareil d'encadrement solide, le MPLA voyait lui échapper le contrôle de l'organisation économique, administrative et militaire que les masses des sans réserves tendaient à assumer elles-mêmes. Ce sont les *barbudos* venus en force de La Havane au titre de... l'« internationalisme prolétarien » qui ont constitué cet appareil d'encadrement, permettant ainsi au MPLA d'isoler les éléments radicaux (y compris dans ses propres rangs) et de faire face à la poussée des masses vers une solution plus radicale de la révolution :

« Aux moments les plus difficiles de la deuxième guerre de libération » n'importe qui pouvait se présenter dans les centres de recrutement, y recevait, par-

fois en moins de huit jours, une instruction sommaire et partait au front. *Recrutés surtout dans la masse des chômeurs urbains*, les 40.000 nouveaux « soldats » [les guillemets sont du journaliste pour qui bien sûr seuls sont des soldats sans guillemets ceux qui ont reçu pendant une année au moins une bonne instruction chauvine sous la poigne de fer d'une hiérarchie militaire forte d'une longue tradition de guerres coloniales et impérialistes!] ont observé un semblant de discipline aussi longtemps que la guerre battait son plein. Les autorités tentent aujourd'hui de séparer ceux qui font réellement partie des forces armées [lisez : ceux qui se plient au programme du MPLA] de ceux qui ont revêtu un uniforme et se sont procuré une arme pour des raisons souvent peu avouables [lisez : pour défendre leurs intérêts de classe qui vont largement au-delà de ceux de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, base sociale du MPLA]. L'état-major s'emploie, AVEC L'AIDE CAPITALE DES CUBAINS, à organiser, discipliner et entraîner une armée capable de venir à bout de la guérilla et de protéger les frontières (Le Monde, 2-9-1976). Ajoutons ce que l'hypocrisie libérale de notre plumitif « omet » : et de réprimer d'éventuels mouvements des prolétaires et des paysans pauvres. Il s'est passé la même chose dans l'appareil productif : « Dans les entreprises où ils [les Cubains] semblent assumer de plus en plus souvent des fonctions techniques, leur assiduité et leur discipline tranchent sur le laisser-aller dans lequel les ouvriers se sont parfois installés ». (Le Monde, 4-9-1976.) Bref, les *barbudos* jouent le rôle de contre-maitres et — preuve suprême de solidarité prolétarienne — mettent au travail ces... nègres paresseux (1) !

L'appui de ces « internationalistes » lui permettant de contenir les masses pauvres là où elles sont le plus menaçantes, c'est-à-dire dans l'armée et dans les usines — le MPLA a pu prendre directement en main l'administration de l'Etat, et la confier tout naturellement à la petite bourgeoisie noire, métisse et même blanche dont il est l'expression politique. « La petite bourgeoisie est la seule à connaître toutes les ficelles de l'administration », expliquait un haut dignitaire du MPLA. « Elle nous est indispensable, même si [après l'aveu de la nature de classe de la révolution, un peu de déma-

gogie pour tromper les prolétaires s'impose!] nous devons étroitement la contrôler » (Le Monde, 4-9-1976). Les comités de base ont été pris en main par le gouvernement qui impose leur composition contre la volonté des prolétaires et semi-prolétaires.

Parallèlement, le gouvernement a promulgué une série de lois d'exception (juillet 1976) : toutes les négociations salariales ont été suspendues ; l'Union Nationale des Travailleurs Angolais a déclaré illégale toute grève décidée sans son consentement ou se déroulant en dehors de son contrôle ; le « sabotage économique » (2) est passible du travail forcé. En un mot, le gouvernement a mis les masses pauvres qui ont été la force motrice de la révolution sous un vrai talon de fer !

La révolution angolaise, partie intégrante de la révolution en Afrique du Sud, est encore bien loin d'avoir épuisé les tâches démocratiques bourgeoises. D'une part, les revendications des larges masses ne sont pas satisfaites, notamment à la campagne où le MPLA n'a rien fait de substantiel pour jeter les bases d'une révolution agraire capable de répondre aux exigences pressantes des masses rurales. D'autre part, la constitution d'un véritable Etat national est loin d'être achevée, ne serait-ce que parce qu'elle suppose précisément ce que le MPLA a refusé dès le début, à savoir le bouleversement du statu quo en Afrique Australe, l'éclatement de tous les Etats noirs de cette aire, des Etats bidons créés et entretenus par l'impérialisme, et la « guerre sainte » des masses noires contre les Etats blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie, ces gendarmes à la solde de l'impérialisme mondial.

(1) Selon la *Frankfurter Allgemeine* du 11 février 1977, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Young — qui apparemment n'a pas encore appris à tenir sa langue — a déclaré que Cuba était une « puissance d'ordre » en Angola.

(2) La loi considère comme un sabotage économique tous les « actes préjudiciables à l'évolution régulière du processus révolutionnaire dans le domaine de l'économie nationale » (Le Monde, 3-9-1976). Les coupables sont passibles d'une peine de 2 à 8 ans de prison. Quelques jours avant l'adoption de la loi, le ministre du Travail avait qualifié de « contre-révolutionnaires » les ouvriers en grève d'une fabrique de sacs à café (*Neue Zürcher Zeitung*, 7-7-1976).

# Les oppositions dans les pays de l'Est

L'opposition des pays de l'Est s'est mise en vedette, ces derniers temps. Du moins une certaine opposition. Celle qui se place sur le terrain de la Démocratie universelle et des Droits de l'Homme tout aussi universels ; celle des Sakharov, « incessant défenseur des droits de l'homme en URSS », du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki, celle des Amalrik pour qui « les droits de l'homme constituent le seul fondement moral réel d'une solidarité internationale [de qui ?] authentique », etc., etc.

L'expression la plus poussée et la plus nette des positions de cette opposition est donnée par un des porte-parole de la « Charte 77 », le professeur tchèque Jan Patočka qui (cf. *Le Monde* 10-2-77) se place résolument sur le terrain d'une morale absolue, universelle et intemporelle : « ce n'est pas l'homme qui la définit [...] c'est au contraire la morale qui définit l'homme. » M. le Professeur (de philosophie, bien sûr) esquive la question, pourtant fondamentale, de l'origine de cette morale. Tout ce qu'il sait nous dire c'est que « on avait déjà, il y a 180 ans, par une analyse conceptuelle précise, montré que tout devoir moral repose sur ce qu'on pourrait appeler le devoir de l'homme envers lui-même. » A part la référence explicite à la philosophie bourgeoise du XVIII<sup>e</sup> siècle, ça manque de précision !

Peu importe aux « signataires de la Charte 77 », qui soulignent « avec énergie qu'il existe une autorité supérieure qui oblige les individus dans leur conscience personnelle et les Etats... ». Et qui diable peut donc être cette « autorité supérieure » qui dicte « l'obligation de subordonner la politique au droit et nullement le droit à la politique » ? Non, ce n'est pas ce que vous croyez, c'est encore mieux ; cette autorité, c'est la signature du pacte par les Etats : « La notion d'un pacte international pour les droits de l'homme ne signifie rien d'autre que ceci : les Etats et la société toute entière se placent sous la souveraineté du sentiment moral. Ils reconnaissent que quelque chose d'inconditionnel les domine, les dépasse. » Eh oui, Marx et Engels

avaient enterré la « philosophie » ; la défaite du prolétariat, un demi-siècle de contre-révolution et de stalinisme lui ont permis de renaître !

Dans le n° 202 de ce journal, nous avons dégagé la signification de l'accord d'Helsinki, de ce pacte de stabilité et de conservation de l'oppression impérialiste, de cet illusoire accord de paix et de concorde conclu par les monstres armés jusqu'aux dents. M. le Philosophe, lui, y a vu les petits, les moyens, les grands et les super-grands brigands impérialistes plier le genou devant... le « sentiment moral » et déposer leur fric et leurs flics, leurs actions et leurs chars, leurs capitaux et leurs bombes H aux pieds de ce « quelque chose qui les dépasse » ! Quand l'esprit philtin du Herr Professor se conjugue avec le délire de l'âme slave...

Il existe une autre opposition dans les pays de l'Est. Celle des ouvriers qui, dans des conditions extrêmement difficiles, sans organisation ni direction, défendent leurs conditions de travail et de vie. Elle s'exprime par des manifestations et des grèves isolées et sporadiques, mais connaît des flambées importantes, comme en Pologne il n'y a pas si longtemps.

Les démocrates et autres intellectuels prétendent qu'il s'agit de la même opposition, que la lutte pour le salaire et les droits de l'homme, c'est la même lutte. C'est faux. Certes les démocrates essaient de s'appuyer sur les luttes ouvrières, de se faire porter par elles, d'y puiser une force en feignant de les soutenir. Mais en même temps ils veulent les coiffer politiquement, canaliser dans la perspective politique démocratique un mouvement qui est poussé spontanément à la lutte violente contre l'Etat du capital.

Certains diront que la « démocratisation » donne un débouché politique à des luttes qui sont partielles et économiques. Mais, justement, elle leur propose un débouché

politique bourgeois ! Loin de les élargir, elle les restreint.

Il est vrai que les luttes ouvrières devront dépasser le stade immédiat et se donner une direction politique. Mais ce ne peut être que leur direction de classe, fondée sur la doctrine et le programme communiste, visant au renversement de l'Etat du capital et à l'instauration de la dictature du prolétariat. Il est très difficile de savoir s'il existe en URSS des courants qui se placent sur ce terrain. Medvedev mentionne, avec l'horreur qui sied au démocrate, l'existence de groupes qu'il nomme « anarchistes » parce qu'ils ne pronent pas une réforme de l'Etat actuel, mais sa destruction. Personne ne parle de ces groupes, même les organisations trotskystes qui ont des contacts avec la clandestinité russe se bornent à répandre les positions des Medvedev, Pliouchtch, Pelikan et autres braves démocrates.

Sans doute, la reconstitution d'un mouvement communiste en URSS et dans les pays de l'Est sera-t-elle un travail très long et très dur. Elle se heurte à des obstacles terribles qui ne sont pas tant l'oppression policière — pourtant sérieuse — que la défiguration totale du communisme par 50 ans de contre-révolution stalinienne, présentant la dictature du capital comme celle du prolétariat, et le parti qui la dirigeait comme parti « communiste ». La renaissance du démocratisme qui en résulte est plus dangereuse que le KGB. Le mouvement communiste ne pourra se reconstituer qu'en opposition absolue à « l'opposition démocratique » : tout appui aux démocrates, tout front, tout bloc avec eux entrave sa reconstitution.

L'aide que le prolétariat et le mouvement de classe dans les pays occidentaux peut et doit apporter aux ouvriers de l'Est, c'est aujourd'hui avant tout de prêcher l'exemple : rupture de toute solidarité avec son Etat et ses agents, rupture avec la mystification démocratique et ses champions, lutte acharnée pour la défense des intérêts de classe du prolétariat et la renaissance du mouvement communiste international !

## Presse du Parti programme communiste

REVUE THEORIQUE

Au sommaire du n° 72 :

- Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
- Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).
- Cours de l'impérialisme mondial.

104 pages - 10 F

\*

## il programma comunista

SOMMAIRE DU N° 4 (25 février 1977)

- Dal crollo del tempio della cultura è ora di trarre una lezione rivoluzionaria di classe
- Evoluzioni dell'opportunismo sindacale
- Le rivendicazioni delle femmine e quelle delle donne proletarie
- Primo smacco dell'opportunismo e della sua capacità di gestire
- Rapporto alla riunione generale: Le rivendicazioni « transitorie » nel quadro della tattica comunista
- Per l'unità degli sfruttati in Medio Oriente!
- Spagna. Insostituibilità della democrazia
- Quale esempio inglese?
- Lotte operaie: Una mozione dalle assemblee di reparto della Lancia di Bolzano
- Catania: Che cosa insegnano le lotte dei disoccupati
- Nostre riunioni pubbliche in Piemonte
- L'URSS e l'armamento del Sud Africa.

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !

Souscrivez !

## Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 13 mars de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 6 avril, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 20 mars et 3 avril, de 10 à 12 heures, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 2 avril, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le samedi 19 mars, et en général tous les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 10 à 12 heures, 32, rue Pré-du-Marché, 1<sup>er</sup> étage à droite : « Atelier ».

ATTENTION !

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant  
F. GAMBINIImprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926